

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 66 (1948)
Heft: 282

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce • Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint täglich, ausgenommen an Sonn- und Feiertagen — Paraît tous les jours, le dimanche et les jours de fête exceptés

Nr. 282 Bern, Mittwoch 1. Dezember 1948

66. Jahrgang — 66^{te} année

Berne, mercredi 1^{er} décembre 1948 N° 282

Redaktion und Administration: Effingerstrasse 3 in Bern. — Telefon Nummer (031) 216 60
Im Inland kann nur durch die Post abonniert werden. Gef. Abonnementsbeträge nicht an obige Adresse, sondern am Postschalter einzahlen. — Abonnementspreise: Schweiz: jährlich Fr. 24.70, halbjährlich Fr. 13.70, vierteljährlich Fr. 7.—; zwei Monate Fr. 5.—, ein Monat Fr. 3.—; Ausland: jährlich Fr. 36.— — Preis der Einzelnummern 25 Rp. (plus Porto). — Anzeigen: Regie: Publicitas AG. — Inserationsstar: 21 Rp. die einspaltige Millimeterzeile oder deren Raum; Ausland 30 Rp. — Jahresabonnementspreis für die Monatschrift „Die Volkswirtschaft“: Fr. 9.50.

Rédaction et administration: Effingerstrasse 3 à Berne. — Téléphone numéro (031) 216 60
En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste. On est donc prié de ne pas verser le montant des abonnements à l'adresse ci-dessus. — Prix d'abonnement: Suisse: un an 24 fr. 70; un semestre 13 fr. 70; un trimestre 7 fr. —; deux mois 5 fr. —; un mois 3 fr. —; étranger: fr. 36.— par an — Prix du numéro 25 ct. (port en sus). — Régie des annonces: Publicitas SA. — Tarif d'insertion: 21 ct. la ligne de colonne d'un mm ou son espace; étranger: 30 ct. — Prix d'abonnement annuel à „La Vie économique“: 9 fr. 50 y compris la taxe postale.

Einmalige Ausschreibung

Vorausbestellung des Inhaltsverzeichnis II. Halbjahr 1948

Zur Bestimmung der Auflage des Halbjahresverzeichnisses benötigen wir die Vorausbestellung derjenigen Abonnenten, die dieses Nachschlagewerk verwenden. Wir bitten deshalb alle Bezüger des Blattes, welche auf unentgeltliche Abgabe des Verzeichnisses Anspruch erheben, uns den im heutigen Inseratenteil abgedruckten Bestellschein ausgefüllt sofort zurückzusenden. Vorausbestellungen auf später erscheinende Inhaltsverzeichnisse können nicht jetzt schon angenommen werden. Aus technischen Gründen benötigen wir für jedes neue Halbjahresverzeichnis eine neue Bestellung. Dies gilt auch für Bibliotheken.

Diejenigen Amtsstellen, die das Schweizerische Handelsamtsblatt von Gesetzes wegen beziehen (Betriebs- und Konkursämter, Handelsregisterführer und deren Aufsichtsbehörden) wollen sich nicht melden; sie werden ohne weiteres bedient.

Der Versand erfolgt voraussichtlich im Frühling 1949; er wird im Blatt bekannt gemacht.

Die Administration des Blattes.

Avis unique

Commande anticipée du répertoire du second semestre de 1948.

Afin de pouvoir déterminer à temps le chiffre de tirage du répertoire semestriel, nous avons besoin des commandes anticipées des abonnés qui se servent de cette source de documentation. Nous prions donc tous les abonnés qui désirent recevoir ce répertoire à titre gratuit de bien vouloir remplir et nous retourner tout de suite la souche de commande se trouvant dans la partie des annonces du présent numéro. Nous faisons toutefois remarquer que nous ne pouvons noter déjà maintenant des commandes anticipées pour des répertoires de futurs semestres. Pour des raisons techniques il est indispensable que nous recevions une nouvelle commande chaque fois qu'un répertoire semestriel est avisé dans la feuille. Les bibliothèques, en particulier, sont aussi invitées à nous envoyer leur commande chaque fois.

Les offices qui reçoivent la Feuille officielle suisse du commerce par suite des prescriptions légales (offices des poursuites et faillites, Messieurs les préposés au registre du commerce et les autorités de surveillance) n'ont pas besoin de s'annoncer; le répertoire leur sera envoyé sans autre.

L'expédition du répertoire aura lieu au printemps de 1949. Un avis en fera part dans la Feuille.

L'administration de la Feuille officielle suisse du commerce.

Inhalt — Sommaire — Sommario

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge. Faillites et concordats. Fallimenti e concordati. Handelsregister. Registre du commerce. Registro di commercio. Gesuch um Allgemeinverbindlicherklärung des Gesamtarbeitsvertrages für das Tapezierer- und Tapezierer-Dekorateurgewerbe der Schweiz. Demande tendante à ce que force obligatoire générale soit conférée au contrat collectif de travail pour le métier de tapissier et de tapissier-décorateur en Suisse. Domanda di conferimento del carattere obbligatorio generale al contratto collettivo di lavoro nel mestiere di tappezziere e di tappezziere-decoratore in Svizzera. Comina S. A., Genève.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Neuordnung betreffend die Veröffentlichungen über den schweizerischen Aussenhandel. Nouvelle réglementation concernant les publications sur le commerce extérieur de la Suisse.

Südafrika: Einfuhrbeschränkungen. Afrique du Sud: Restrictions à l'importation.

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse — Faillites — Fallimenti

Die Konkurse und Nachlassverträge werden am Mittwoch und am Samstag veröffentlicht. Die Aufträge müssen Mittwoch 8 Uhr, bzw. Freitag 12 Uhr, beim Schweizer Handelsamtsblatt, Effingerstrasse 3, Bern, eintreffen.

Les faillites et les concordats sont publiés chaque mercredi et samedi. Les ordres doivent parvenir à la Feuille officielle suisse du commerce, Effingerstrasse 3, à Berne, à 8 heures le mercredi et à midi le vendredi, au plus tard.

Ouvertures de faillites

(L.P. 231, 232; O.T. féd. du 23 avril 1920, art. 29, II et III, 123)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrêtée, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, fante de quoi ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautionnés et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Dichiarazioni di fallimento

(L. E. F. 231, 232; Reg. Trib. fed. del 23 aprile 1920, art. 29, II e III, 123)

I creditori del fallito e tutti coloro che vantano pretese sui beni che sono in suo possesso sono diffidati ad insinuare all'Ufficio dei fallimenti, entro il termine fissato per le insinuazioni, i loro crediti o le loro pretese insieme coi mezzi di prova (riconoscimenti di debito, estratti di libri, ecc.) in originale o in copia autentica. Colla dichiarazione di fallimento cessano di decorrere, di fronte al fallito gli interessi di tutti crediti non garantiti da pegno (L. E. F. 209).

I titolari di crediti garantiti da pegno immobiliare devono insinuare i loro crediti indicando separatamente il capitale, gli interessi e le spese e dichiarare, inoltre, se il capitale è scaduto o già disdetto per il pagamento, per quale importo e a quale data.

I titolari di servitù sorte sotto l'impero dell'antico diritto e non ancora iscritte a registro, sono diffidati ad insinuare all'ufficio le loro pretese entro 20 giorni insieme cogli eventuali mezzi di prova in originale od in copia autentica. Le servitù non insinuate non saranno opponibili ad un aggiudicatario di buona fede del fondo gravato, a meno che si tratti di diritti che anche secondo il nuovo codice civile hanno carattere di diritto reale senza iscrizione.

I debitori del fallito sono tenuti ad annunciarsi entro il termine fissato per le insinuazioni sotto comminatoria di pena.

Coloro che, come creditori pignoratizi o a qualunque altro titolo, detengono dei beni spettanti al fallito sono tenuti, senza pregiudizio dei loro diritti, di metterli a disposizione dell'ufficio entro il termine fissato per le insinuazioni, sotto comminatoria delle pene previste dalla legge e la minaccia, che in caso di omissione non scusabile, i loro diritti di preferenza saranno estinti.

I creditori pignoratizi e tutti coloro che sono in possesso di titoli di pegno immobiliare sugli stabili del fallito, sono tenuti a consegnarli all'ufficio entro lo stesso termine.

Codébitori, cautioni ed altri garanti del fallito hanno il diritto di partecipare alle adunanze dei creditori.

Ct. Ticino Ufficio dei fallimenti, Lugano (2183)

Fallito: Erzinger Eugenio, fu Giovanni, fabbrica di pantofole e sandaletti, Maroggia.

Decreto apertura di fallimento della pretura di Lugano-Campagna: 5 novembre 1948.

Prima assemblea dei creditori: 10 dicembre 1948, alle ore 15, presso l'Ufficio Esecuzione e fallimenti, via Ciseri 2, Lugano.

Termine per le insinuazioni: 1° gennaio 1949.

Ct. Ticino Ufficio dei fallimenti, Lugano (2184)

Fallita: OXY S.A., prodotti chimici, Cassarate.

Decreto apertura del fallimento della pretura di Lugano-Città: 22 novembre 1948.

Prima assemblea dei creditori: 13 dicembre 1948, alle ore 15, presso l'Ufficio Esecuzione e fallimenti Lugano, via Ciseri 2.

Termine per le insinuazioni: 1° gennaio 1949.

Ct. de Vaud Office des faillites, Lausanne (2178)

Production de servitudes

Failli: Thévenot Jean-Marie, garage de Vidy, à Lausanne.

Immeubles sis «Près de Vidy», commune de Lausanne.

Délai pour les productions de servitudes: le 7 décembre 1948.

Ct. de Vaud Office des faillites, Morges (2185)

Failli: Combremont Roger, fils de Gustave, charcutier, Vuillierens. Propriétaire des immeubles suivants: commune de Vuillierens, lieu dit: «Es Uttins».

Date de l'ouverture de la faillite: le 19 novembre 1948.

Liquidation sommaire, art. 231 L.P.: prononcé du 24 novembre 1948.

Délai pour les productions: le 21 décembre 1948; pour l'indication des servitudes: le 21 décembre 1948.

Ct. de Vaud *Office des faillites, Nyon* (2193)
 Failli: Imfeld Hans, pépiniériste, à Cominugny.
 Date du prononcé: 26 novembre 1948.
 Première assemblée des créanciers: lundi, 13 décembre 1948, à 15 heures, Château, à Nyon.
 Délai pour les productions: 3 janvier 1949.

Ct. du Valais *Office des faillites, Martigny* (2194)
 Failli: Roduit Hermann, de Marius, Saillon.
 Date du prononcé: 26 novembre 1948.
 Première assemblée des créanciers: 13 décembre 1948, à 14 heures 30, à la salle des audiences du Tribunal de Martigny, à Martigny-Ville.
 Délai pour les productions: 4 janvier 1949.

Einstellung des Konkursverfahrens — Suspension de la liquidation

(SchKG 230.) (L. P. 230.)

Kt. Zürich *Konkursamt Schwamendingen-Zürich* (2186)
 Ueber die Firma Genossenschaft Casa Zürich, mit Sitz in Zürich 11, Schulsteig 3, Genossenschaft ohne persönliche Haftbarkeit der Mitglieder, ist mit Verfügung des Konkursrichters des Bezirksgerichtes Zürich vom 30. Oktober 1948 der Konkurs eröffnet, das Verfahren aber mit Verfügung des nämlichen Richters vom 24. November 1948 mangels Aktiven wieder eingestellt worden.
 Sofern nicht ein Gläubiger bis zum 11. Dezember 1948 die Durchführung des Konkurses begehrt und für die Kosten desselben einen vorläufigen Vorschuss von Fr. 500 leistet, wird das Verfahren als geschlossen erklärt.

Kt. Zürich *Konkursamt Wiedikon-Zürich* (2179)
 Gemeinschuldner: Braun Tony, geb. 1915, von Winterthur, Kameramann, Künigsmatt 42, Zürich 3.
 Datum der Konkurseröffnung: 12. November 1948.
 Datum der Einstellung mangels Aktiven: 23. November 1948.
 Falls nicht ein Gläubiger bis zum 11. Dezember 1948 die Durchführung des summarischen Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten desselben einen Vorschuss von Fr. 500 leistet (Nachbezugsrecht vorbehalten), wird das Verfahren als geschlossen erklärt.

Kt. Zürich *Konkursamt Wiedikon-Zürich* (2180)
 Gemeinschuldnerin:
 Firma F. B. B. Filmproduktion Bartels & Braun.
 Kollektivgesellschaft, Künigsmatt 42, Zürich 3.
 Datum der Konkurseröffnung: 15. Oktober 1948.
 Datum der Einstellung mangels Aktiven: 23. November 1948.
 Falls nicht ein Gläubiger bis zum 11. Dezember 1948 die Durchführung des summarischen Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten desselben einen Vorschuss von Fr. 500 leistet (Nachbezugsrecht vorbehalten), wird das Verfahren als geschlossen erklärt.

Kollokationsplan — Etat de collocation

(SchKG. 249—251)

(L. P. 249—251)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgericht angefochten wird.

L'état de collocation, original ou rectifié, passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Ct. de Fribourg *Office des faillites de la Glâne, Romont* (2190)
 Failli: Richoz Meinrad, commerce de vins, à Rue.
 L'état de collocation des créanciers de la faillite susindiquée peut être consulté à l'office précité. Les actions en contestation de l'état de collocation doivent être introduites dans les dix jours à dater de cette publication; sinon, l'état de collocation sera considéré comme accepté.

Kt. Appenzell A.-Rh. *Konkursamt Mittelland, Stellvertretung Trogen* (2189)
 Im Konkurs über Drahtwarenfabrik Trogen, Ernst Bänziger, Bleiche, Trogen, liegt der Kollokationsplan den beteiligten Gläubigern beim obgenannten Konkursamt zur Einsicht auf. Klagen auf Anfechtung des Planes sind innert 10 Tagen von der Bekanntmachung an gerichtlich anhängig zu machen, widrigenfalls er als anerkannt betrachtet würde.

Nachlassverträge — Concordats — Concordat

Nachlassstundung und Aufruf zur Forderungseingabe

(SchKG 295, 296, 300.)

Sursis concordataire et appel aux créanciers

(L. P. 295, 296, 300.)

Den nachbenannten Schuldner ist eine Nachlassstundung bewilligt worden.
 Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen in der Eingabefrist beim Sachwalter einzulegen, unter der Androhung, dass sie im Unterlassungsfalle bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberechtigt wären.

Les débiteurs ci-après ont obtenu un sursis concordataire.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances auprès du commissaire dans le délai fixé pour les productions, sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.

Kt. Zürich *Konkurskreis Bassersdorf* (2181)
 Schuldnerin: Gesga, Gesellschaft für Gastrologie, Glattbrugg-Opfikon, Margarethenstrasse 547.
 Datum der Stundungsbewilligung durch Beschluss des Bezirksgerichtes Bülach: 18. November 1948.
 Dauer der Stundung: vier Monate.
 Sachwalter: Rechtsanwalt Dr. Ernst Brutschin, Dielsdorf, Buchserstrasse.
 Eingabefrist: bis 20. Dezember 1948. Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen, Wert 18. November 1948, unter Bezeichnung allfälliger Pfand- und Vorzugsrechte und Beilegung der Beweismittel innert dieser Frist schriftlich anzumelden.
 Gläubigerversammlung: Mittwoch, den 23. Februar 1949, 14.30 Uhr, im Restaurant «Bienen Garten», Dielsdorf, Regensbergerstrasse.
 Aktenaufgabe: während 10 Tagen vor der Gläubigerversammlung beim Sachwalter.

Verlängerung der Nachlassstundung — Prorogation du sursis concordataire

(SchKG. 295, Abs. 4) (L. P. 295, al. 4)

Ct. de Berne *Arrondissement de Delémont* (2195)
 Par décision du 29 novembre 1948, le président du Tribunal de Delémont a prolongé de deux mois le sursis concordataire accordé le 26 août 1948 à la maison Basségoda S. A. vins et spiritueux en gros, à Delémont. En conséquence, le sursis concordataire durera jusqu'au 26 février 1949.
 L'assemblée des créanciers qui était prévue pour le 9 décembre 1948 n'aura donc pas lieu. Elle est reportée au mercredi, 9 février 1949, à 14 heures 30, à la salle des audiences du Tribunal de Delémont.
 Delémont, le 30 novembre 1948.

Le commissaire au sursis: Hans Hof, av.

Verhandlung über die Bestätigung des Nachlassvertrages

(SchKG. 304, 317)

Délibération sur l'homologation du concordat

(L. P. 304, 317)

Die Gläubiger können ihre Einwendungen gegen den Nachlassvertrag in der Verhandlung anbringen.

Les opposants au concordat peuvent se présenter à l'audience pour faire valoir leurs moyens d'opposition.

Kt. Bern *Richteramt Signau, Langnau* (2187)
 Schuldner: Burkhalter Fritz, des Jakob, von Rüegsau, geb. 1919, Schreinermeister, Bomatt, Zolbrücke, Gemeinde Lanperswil.
 Datum und Ort der Verhandlung: Dienstag, den 11. Januar 1949, 14.15 Uhr, im Amthaus zu Langnau i. E.

Der Nachlassvertragsentwurf (Liquidationsvergleich, Nachlassvertrag mit Vermögensabtretung) sowie die dazugehörigen Akten werden bis 31. Dezember 1948 auf dem Richteramt Signau in Langnau i. E. zur Einsicht durch die Gläubiger aufgelegt.

Einwendungen der Gläubiger gegen den Nachlassvertragsentwurf sind während der Anfragsfrist bei der Nachlassbehörde schriftlich einzureichen. Gläubiger, die innert dieser Frist keine Einwendungen erheben, gelten ebenfalls als Gläubiger, die dem Nachlassvertragsentwurf zugestimmt haben.

Den Gläubigern, die Einwendungen angebracht haben, wird hiermit angezeigt, dass sie an der Verhandlung teilnehmen oder sich vertreten lassen und Nichtbestätigung oder Abänderung des Vertrages in einzelnen Punkten entweder mündlich oder durch schriftliche Eingabe beantragen können.

Einsprachen und Bericht des Sachwalters dazu werden drei Tage vor der Bestätigungsverhandlung zur Einsichtnahme durch die Gläubiger auf dem Richteramt Signau in Langnau i. E. aufgelegt.

Gläubiger, die keine Einwendungen angebracht haben, können an der Verhandlung nur zur Unterstützung der Anträge auf Bestätigung des Nachlassvertrages teilnehmen.

Langnau i. E., den 27. November 1948.

Der Gerichtspräsident von Signau als Nachlassrichter:
 Baumgartner.

Kt. Thurgau *Bezirksgericht Bischofzell* (2188)
 Die Verhandlung über den von der Gleichrichter- und Transformatoren-A.G. in Amriswil, vorgeschlagenen Nachlassvertrag findet am Freitag, den 17. Dezember 1948, vormittags 8½ Uhr, vor Bezirksgericht Bischofzell im Rathaus daselbst statt. Die Gläubiger können ihre Einwendungen gegen den Nachlassvertrag auch in der Verhandlung anbringen.
 Weinfelden, den 27. November 1948. Gerichtskanzlei Bischofzell.

Nachlassstundungsgesuch — Demande de sursis concordataire

(SchKG 293.) (L. P. 293.)

Kt. Bern *Richteramt II, Bern* (2191)
 Die Firma Olco-Maschinen-Gesellschaft O. Lanz & Co., Kommanditgesellschaft mit Sitz in Bern, Mühlemattstrasse 62 sowie Herr Lanz Otto, unbeschränkt haftender Gesellschafter der Firma, persönlich, haben ein Nachlassstundungsgesuch eingereicht. Termin zur Eiavnahme des Herrn Lanz, zu dem er persönlich zu erscheinen hat, und die Behandlung des Gesuches ist angesetzt auf Mittwoch, 8. Dezember 1948, 9 Uhr 30, vor dem Nachlassrichter von Bern, Zimmer Nr. 39, im Amthaus Bern.
 Die Gläubiger der Gesuchsteller können ihre Einwendungen gegen die Erteilung einer Nachlassstundung schriftlich bis zum 7. Dezember 1948 beim Sekretariat des Richteramtes II, Bern, Zimmer 41, eingeben.
 Bern, den 29. November 1948. Der Nachlassrichter: Troesch.

Kt. Freiburg *Amtsgericht des Sebezirks, Murten* (2196)
 Egger Meinrad, Unternehmer in Klein-Bösingen, hat ein Gesuch um Gewährung der Nachlassstundung eingereicht.
 Zwecks Einvernahme des Gesuchstellers und Verhandlung über das Stundungsgesuch ist Termin angesetzt auf Samstag, den 11. Dezember 1948, vormittags um 10 Uhr.
 Die Gläubiger des Gesuchstellers können ihre Einwendungen gegen die Erteilung einer Nachlassstundung nur schriftlich bis zum 3. Dezember 1948 beim Gerichtspräsidenten in Murten einlegen.
 Murten, den 27. November 1948. Der Gerichtspräsident: N. Weck.

Ct. de Fribourg *Tribunal de la Sarine, Fribourg* (2192)
 Thévoz Louis, feu Félix, de Delley, fabricant, à Fribourg, rue du Temple N° 13, a demandé l'octroi d'un sursis concordataire.
 Le président du tribunal statuera sur la demande jendi 9 décembre 1948, à 10 heures. Les créanciers peuvent faire connaître, mais par écrit seulement, leurs motifs d'opposition à l'octroi du sursis, cc jusqu'à l'audience.
 Fribourg, le 29 novembre 1948.
 Le président du tribunal: X. Neuhaus.

Verschiedenes — Divers — Varia

Kt. Bern Konkurskreis Biel (2197)

Vorschlag eines Nachlassvertrages mit Vermögensabtretung
Schuldnerin: Danz A. G., Weinhandlung, Ernst Schülerstrasse 50, Biel. Gemäss Publikation im SHAB. Nr. 216 vom 15. September 1948 ist die Gläubigerversammlung angesetzt auf den 17. Dezember 1948, nachmittags um 16 Uhr, im Restaurant Rüschli, Zentralstrasse 2, in Biel. An dieser Gläubigerversammlung werden die Liquidatoren und der Gläubigerausschuss zu wählen sein, da die Firma ihren Gläubigern einen Nachlassvertrag mit Vermögensabtretung (Liquidationsvergleich) vorschlägt, was hiermit den Gläubigern bekanntgegeben wird.

Der Sachwalter:
Dr. rer. pol. C. F. Nigst, Bücherexperte
Seevorstadt 83, Biel.

Ct. du Valais Juge-instructeur, Martigny (2182)

Sursis concordataire
Le juge-instructeur délégué pour le district de Martigny, en séance du 25 novembre 1948, a accordé à Crettenand Donat, transports, à Leytron, un sursis concordataire de quatre mois.
M. le préposé André Girard, à Martigny-Ville, a été nommé commissaire au sursis.

Cyr. Gard.

Handelsregister - Registre du commerce - Registro di commercio

Zürich — Zurich — Zurigo

27. November 1948.
Schweizerische Kreditanstalt (Crédit Suisse) (Credito Svizzero), Aktiengesellschaft, in Zürich 1 (SHAB. Nr. 169 vom 22. Juli 1948, Seite 2046). Die Prokuren von Andreas Rüedi und Otto Stierli sind erloschen. Kollektivprokura, beschränkt auf den Geschäftskreis des Hauptsitzes Zürich, ist erteilt an Pierre Girsberger, von Ossingen und Neuenburg, in Zürich, und Arnold Furer, von Bernhardzell (St. Gallen), in Zürich.

27. November 1948.
Landwirtschaftliche Genossenschaft Urdorf, in Urdorf (SHAB. Nr. 70 vom 24. März 1945, Seite 690). Hans Ochs ist aus dem Vorstand ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Ferner ist die Unterschrift von Adolf Frei erloschen. Neu wurde in den Vorstand als Präsident gewählt Jakob Schälchli, von und in Urdorf. Präsident oder Vizepräsident führen Kollektivunterschrift mit dem Aktuar. Zum Verwalter mit Einzelunterschrift wurde ernannt Otto Schrag, von Alberswil (Luzern), in Urdorf.

27. November 1948.
L. Abraham & Co. Seiden-A.G., in Zürich 1 (SHAB. Nr. 88 vom 17. April 1947, Seite 1034). Neues Geschäftslokal: Claridenstrasse 25 (Claridenhof), in Zürich 2.

27. November 1948. Maschinen usw.
Gebrüder Sulzer, Aktiengesellschaft, in Winterthur (SHAB. Nr. 264 vom 10. November 1948, Seite 3047), Maschinenfabriken usw. Die Prokura von Franz Kreienbühl ist erloschen.

27. November 1948. Elektrische Anlagen usw.
Mermod & Kaiser, Kollektivgesellschaft, in Zürich 8 (SHAB. Nr. 40 vom 18. Februar 1947, Seite 481), elektrische Anlagen usw. Der Gesellschafter Walter Kaiser wohnt in Zollikon.

27. November 1948.
Pelz Bühler, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Hans Bühler, von Bütschwil (St. Gallen), in Zürich 1. Anfertigung von und Handel mit Pelzwaren. Limmatquai 52.

27. November 1948. Maßschneiderei.
A. Katemann, in Zürich (SHAB. Nr. 243 vom 17. Oktober 1932, Seite 2426), Spezialgeschäft für feine Maßschneiderei. Die Firma ist infolge Todes des Inhabers und Überganges des Geschäftes mit Aktiven und Passiven an die neue Einzelfirma «Katemann», in Zürich, erloschen.

27. November 1948. Maßschneiderei.
Katemann, in Zürich. Inhaberin dieser Firma ist Wwe. Elsa Katemann, geb. Haberstock, von Zürich, in Zürich 1. Diese Firma hat Aktiven und Passiven der bisherigen Einzelfirma «A. Katemann», in Zürich, übernommen. Spezialgeschäft für Maßschneiderei. Fraumünsterstrasse 6.

27. November 1948.
W. Joss & Cie., Kleinapparatebau, Zweigniederlassung in Zürich 2 (SHAB. Nr. 28 vom 4. Februar 1948, Seite 354), Kommanditgesellschaft mit Hauptsitz in Mollis. Diese Firma wird infolge Aufhebung der Zweigniederlassung gelöscht.

Bern — Berne — Berna
Bureau Belp (Bezirk Seftigen)

26. November 1948.
Wohnbaugenossenschaft Belp, in Belp (SHAB. Nr. 279 vom 27. November 1941, Seite 2394). Durch Beschluss der Generalversammlung vom 12. März 1948 hat die Genossenschaft ihre Auflösung beschlossen. Nachdem die Liquidation durchgeführt ist, wird die Firma gelöscht.

Bureau Bern

26. November 1948. Personentransporte.
Ernst Marti, Zweigniederlassung in Bern, Personentransporte mit Cars Alpina (SHAB. Nr. 117 vom 21. Mai 1935, Seite 1302). Diese Zweigniederlassung wird infolge Löschung der Hauptniederlassung (SHAB. Nr. 281 vom 30. November 1948, Seite 3234) von Amtes wegen gelöscht.

26. November 1948. Reise- und Transportunternehmen, Landesprodukte.
Ernst Marti A.G., Zweigniederlassung in Bern. Unter dieser Firma hat die «Ernst Marti A.G.», in Kallnach, welche am 17. November 1948 im Handelsregister von Aarberg eingetragen wurde (vergleiche Publikation im SHAB. Nr. 281 vom 30. November 1948, Seite 3234), gemäss dem öffentlich beurkundeten Errichtungsakt und Statuten vom 4. November 1948 in Bern eine Zweigniederlassung errichtet. Gegenstand und Zweck der Gesellschaft ist die Uebernahme und Weiterführung der im Handelsregister des Amtsbezirktes Aarberg eingetragenen Einzelfirma «Ernst Marti», mit Hauptsitz in Kallnach und Zweigniederlassung in Bern: Reise- und Transportunternehmung, Landesprodukte en gros. Diese Zweigniederlassung wird je durch Einzelunterschrift vertreten durch die Verwaltungsräte Ernst Marti sen., von und in Kallnach, Präsident; Alfred Marti, von und in Kallnach, als Vizepräsident; Ernst Haus-Marti, von Hotwil (Aargau), in Kallnach, Sekretär; Armin Marti, von Kallnach, in Murten, Mitglied und Hans Marti, von und in Kallnach, Mitglied. Geschäftsdomizil: Effingerstrasse 88, Bern.

27. November 1948. Mechanische Werkstätte, Orthopädie.

Alfred Landolf, in Bern, mechanische Werkstätte, Orthopädie (SHAB. Nr. 16 vom 21. Januar 1948, Seite 199). Die Firma wird infolge Geschäftsaufgabe gelöscht.

27. November 1948. Sammlung von Dürholz und Tannzapfen.
Genossenschaft Grano-Wald-Dienst, in Bern, Sammlung von Dürholzbeständen und Tannzapfen für Brennzwecke (SHAB. Nr. 162 vom 15. Juli 1946, Seite 2131). Gestützt auf den am 19. März 1948 oberinstanzlich bestätigten Nachlassvertrag ist die Liquidation durchgeführt. Die Firma wird gelöscht.

27. November 1948. Tee, Ueberseeerprodukte.
A. & W. Murbach, in Gümliigen, Gemeinde Muri b. B., Tee en gros, Handel mit Ueberseeerprodukten, Vertretungen, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 259 vom 5. November 1947, Seite 3270). Der Gesellschafter Andreas Murbach und seine Ehefrau Amalie, geb. Ehrismann, haben durch Vertrag Gütertrennung vereinbart.

Bureau Nidau

27. November 1948.
Fritz Schütz, Mech. Werkstätte, in Safnern. Inhaber der Firma ist Fritz Schütz, von Sumiswald, in Safnern. Mechanische Werkstätte.

Bureau Thun

26. November 1948. Landwirtschaftliche Produkte.
Wwe. Krenger-Portenier, in Steffisburg (Glockenthal), landwirtschaftliche Produkte (SHAB. Nr. 265 vom 12. November 1937, Seite 2506). Die Firma hat das Geschäftslokal nach Thun, Pestalozzistrasse 9 a, verlegt und erteilt Einzelprokura an Hans und Fritz Krenger, Söhne, von Rütli b. Kirchenthurnen, in Steffisburg, wo auch die Firmainhaberin nach wie vor wohnt.

Bureau Trachselwald

26. November 1948. Baugeschäft.
Gottfried Althaus, in Wyssachen. Inhaber dieser Einzelfirma ist Gottfried Althaus, von Affoltern i. E., in Wyssachen. Baugeschäft.

26. November 1948.
Wasserversorgung Rüegsauchachen und Umgebung, in Rüegsauchachen, Gemeinde Rüegsau, Genossenschaft (SHAB. Nr. 61 vom 14. März 1947, Seite 719). Aus der Verwaltung sind ausgeschieden: der Vizepräsident Ernst Steinmann und der Sekretär-Kassier Rudolf Scheidegger; ihre Unterschriften sind erloschen. An ihrer Stelle wurden gewählt: als Vizepräsident Fritz Steinmann, von Lauperswil, und als Sekretär-Kassier Ernst Hermann Bolanz, von Meikirch, beide in Rüegsau/Rüegsauchachen. Präsident, Vizepräsident, Sekretär und Kassier zeichnen kollektiv zu zweien.

Luzern — Lucerne — Lucerna

25. November 1948. Revisionsbureau, Wirtschaftsberatung usw.
W. Balmer-Etienne, in Luzern. Inhaber dieser Firma ist Walter Balmer-Etienne, von und in Luzern. Revisionsbureau, Wirtschaftsberatung und Steuerpraxis. Grendel 2.

26. November 1948.
Käserigenossenschaft Holdern, in Gunzwil (SHAB. Nr. 89 vom 17. April 1940, Seite 711). Diese Genossenschaft hat sich an der Generalversammlung vom 29. Januar 1948 neue Statuten gegeben. Sie bezweckt die Wahrung und Förderung der milchwirtschaftlichen Interessen ihrer Mitglieder durch gemeinsame Selbsthilfe. Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haften die Mitglieder persönlich und solidarisch. Bilanzverluste sind durch Nachschüsse zu decken. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Der Vorstand besteht aus 3 Mitgliedern. Unterschrift führen der Präsident und Aktuar kollektiv. Demnach ist die Unterschrift des Kassiers Hermann Furrer erloschen.

26. November 1948.
Käserigenossenschaft Schülen, in Willisau-Land (SHAB. Nr. 238 vom 11. Oktober 1932, Seite 2387). Diese Genossenschaft hat sich an der Generalversammlung vom 17. Juli 1947 neue Statuten gegeben. Sie bezweckt die Wahrung und Förderung der milchwirtschaftlichen Interessen ihrer Mitglieder durch gemeinsame Selbsthilfe. Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haften die Mitglieder persönlich und solidarisch. Bilanzverluste sind durch Nachschüsse zu decken. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Der Vorstand besteht aus 3 Mitgliedern. Unterschrift führen der Präsident oder Vizepräsident/Kassier mit dem Aktuar kollektiv zu zweien. David Meier und Johann Meyer sind aus dem Vorstände ausgeschieden und ihre Unterschriften erloschen. Präsident ist David Meier jun.; Vizepräsident/Kassier ist Josef Meyer, und Aktuar ist Alois Rölli, alle von und in Willisau-Land.

26. November 1948.
Stuag, Schweizerische Strassenbau- und Tiefbauunternehmung A.G., Zweigniederlassung in Luzern (SHAB. Nr. 244 vom 17. Oktober 1944, Seite 2302), Aktiengesellschaft mit Hauptsitz in Bern. Die zeichnungsberechtigten Personen führen nunmehr alle Kollektivunterschrift. Es sind dies für die Gesamtunternehmung einschliesslich der Niederlassung Luzern: Roger de Crousaz (bisher), Dr. Bernhard Hammer (bisher), Johann Beer (bisher), nun auch Mitglied des Verwaltungsrates und Generaldirektor, Martin Protzen, von Münsingen, in Freiburg, Stellvertreter des Generaldirektors (neu), und Raoul Scheurer, von Aarberg, in Bern (neu). Für Gesamtunternehmung und Niederlassung Luzern zeichnen ferner die schon bisher als Kollektivprokuristen eingetragenen Otto Walther und Robert Studach sowie der bisherige Einzelprokurist Hans Hertig, dessen Einzelprokura erloschen ist. Als Kollektivprokurist ist einzutragen Gottfried Widmer, von Hasle bei Burgdorf, in Bern. Für die Zweigniederlassung Luzern und auf diese beschränkt führt volle Kollektivunterschrift der bisherige Einzelprokurist der Niederlassung Luzern Eugen Schlüssel, nunmehr Kreisdirektor; neuer Kollektivprokurist der Zweigniederlassung Luzern und auf diese beschränkt ist Hermann Müller, von Zürich, in Luzern.

26. November 1948. Wein.
A. Weissen & Co., in Luzern, Weinbau im Wallis und Weinhandel en gros (SHAB. Nr. 303 vom 28. Dezember 1945, Seite 3267). Diese Kollektivgesellschaft ist infolge Geschäftsverkauf aufgelöst; sie ist nach durchgeführter Liquidation erloschen.

Solothurn — Soleure — Soletta

Bureau Bucheggberg

15. November 1948. Garage, Postautobetrieb usw.
Josef Frey, in Messen. Inhaber dieser Firma ist Josef Frey, Karl's, von Muri (Aargau), in Messen. Garage- und Postautobetrieb sowie Reisefahrten.

Basel-Stadt — Bâle-Ville — Basilea-Città

25. November 1948.
Schweizerische National-Versicherungs-Gesellschaft (Compagnie d'Assurances Nationales Suisse) (Compagnia d'Assicurazioni Nazionali Svizzera) (Swiss National Insurance Company Ltd.), in Basel, Betrieb von Ver-

sicherungen aller Art usw. (SHAB. Nr. 147 vom 26. Juni 1948, Seite 1805). In der Generalversammlung vom 22. November 1948 wurden die Statuten geändert. Das Aktienkapital von Fr. 5 000 000 wurde durch Ausgabe von 2500 neuen Aktien zu Fr. 1000 erhöht auf Fr. 7 500 000, eingeteilt in 7500 Namenaktien zu Fr. 1000. Hierauf sind Fr. 3 750 000 einbezahlt.

25. November 1948. Plattengeschäft.
E. Grüniger-Gerstler, in Basel, Plattenbeläge (SHAB. Nr. 208 vom 6. September 1948, Seite 2430). Neues Domizil: Kriegerstrasse 45.

25. November 1948. Vermögenswerte.
Mandataria Aktiengesellschaft Basel, in Basel, Verwaltung von Vermögenswerten usw. (SHAB. Nr. 157 vom 8. Juli 1939, Seite 1436). In den Verwaltungsrat wurde gewählt A. Theodor Beck, von und in Basel. Er führt Einzelunterschrift. Präsident des Verwaltungsrates ist Dr. Paul Scherrer-Walt.

25. November 1948. Säcke usw.
Baer A. G., in Basel, Fabrikation von und Handel mit Säcken usw. (SHAB. Nr. 158 vom 10. Juli 1947, Seite 1912). Einzelprokura wurde erteilt an Fritz Haas, von und in Basel.

25. November 1948.
Metallhaus A. G. in Liq., in Basel, An- und Verkauf von Metallen usw. (SHAB. Nr. 251 vom 27. Oktober 1947, Seite 3156). Die Firma ist nach beendigter Liquidation erloschen.

25. November 1948.
Genossenschaft Tennisanlage Riehen, in Riehen. Unter dieser Firma bildet sich auf Grund der Statuten vom 1. Oktober 1948 eine Genossenschaft, zur Förderung des Tennis-Sportes in Riehen, durch Errichtung einer Tennisanlage und die Ermöglichung eines zweckmässigen Tennisbetriebes im Rahmen des Tennisclub Riehen (T.C.R.). Es werden Anteilscheine zu Fr. 100 und Fr. 500 ausgegeben. Die persönliche Haftbarkeit der Mitglieder ist ausgeschlossen. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Der Verwaltungsrat aus 5 bis 7 Mitgliedern gehören an: Dr. Max Schmid-Friedel, von Basel, als Präsident; Francis Bricht-Bossard, von Genf, als Vizepräsident; Max Fischer-Zimmermann, von Basel; Dr. Carl Napp-Saenger, von Basel, und Dr. Hermann Stahel-Schweizer, von Winterthur und Riehen, alle in Riehen. Präsident und Vizepräsident zeichnen zu zweien unter sich oder mit einem der übrigen Verwaltungsmitglieder. Domizil: Niederholzbooden 9 (beim Präsidenten).

25. November 1948. Konditorei.
F. Winiger, in Basel, Konditorei (SHAB. Nr. 113 vom 19. Mai 1942, Seite 1127). Die Einzelfirma ist infolge Aufgabe des Geschäftes erloschen.

26. November 1948. Import- und Exportgeschäfte.
Matiera A. G., in Basel, Import- und Exportgeschäfte aller Art usw. (SHAB. Nr. 90 vom 19. April 1948, Seite 1094). In der Generalversammlung vom 25. November 1948 wurden die Statuten geändert. Die Firma lautet nun: Matiera A. G. (Matiera S. A.) (Matiera Ltd.).

26. November 1948.
Stuag, Schweizerische Strassenbau- und Tiefbau-Unternehmung A. G., Zweigniederlassung in Basel (SHAB. Nr. 14 vom 18. Januar 1945, Seite 152), mit Hauptsitz in Bern. Die für das Gesamtunternehmen zeichnungsberechtigten Personen zeichnen nun alle zu zweien. Es sind dies: Roger de Crousaz, Präsident; Dr. Bernhard Hammer, Vizepräsident; Johann Beer, Verwaltungsrat und Generaldirektor; Martin Protzen, von Münsingen, in Freiburg, Stellvertreter des Generaldirektors und Chef der Abteilung Strassenbau (neu); Raoul Scheurer, von Aarberg, in Bern, Chef der Abteilung Tiefbau (neu); die Prokuristen Hans Hertig, senior, Obergeringen; Otto Walther, Inspektor und Revisor; Robert Studach, Zentralbuchhalter und Kassier; Gottfried Widmer, von Hasle bei Burgdorf, in Bern, Chef der Inventarverwaltung (neu). Ferner zeichnen nun zu zweien für die Zweigniederlassung Basel der Kreisdirektor Arthur Schlaepfer (bisher Prokurist), und der Prokurist Alfred Speckert, von Oerlikon-Zürich, in Basel (neu).

27. November 1948. Waren aller Art.
Commerzia, in Basel, Genossenschaft, Handel mit Waren aller Art usw. (SHAB. Nr. 12 vom 16. Januar 1948, Seite 148). Nachdem die Einsprachen der Eidg. Kriegsgewinnsteuerverwaltung und der kantonalen Wehrsteuerverwaltung zurückgezogen worden sind, wird die Firma gelöscht.

Graubünden — Grisons — Grigioni

27. November 1948.
Stuag, Schweizerische Strassenbau- und Tiefbau-Unternehmung A. G., Zweigniederlassung in Chur (SHAB. Nr. 6 vom 9. Januar 1945, Seite 56), mit Hauptsitz in Bern. Die zeichnungsberechtigten Personen führen nunmehr alle Kollektivunterschrift zu zweien. Es sind dies für das Gesamtunternehmen einschliesslich der Zweigniederlassung Chur: Roger de Crousaz, Präsident, Dr. Bernhard Hammer, Vizepräsident, Johann Beer, Verwaltungsrat und Generaldirektor, Martin Protzen, von Münsingen, in Freiburg, Stellvertreter des Generaldirektors und Chef der Abteilung Strassenbau (neu), Raoul Scheurer, von Aarberg, in Bern, Chef der Abteilung Tiefbau (neu), Hans Hertig senior, Obergeringen, Otto Walther, Inspektor und Revisor, Robert Studach, Zentralbuchhalter und Kassier, Gottfried Widmer, von Hasle bei Burgdorf, in Bern, Chef der Inventarverwaltung (neu). Hans Hertig, Otto Walther, Robert Studach und Gottfried Widmer zeichnen als Kollektivprokuristen. Ferner zeichnet zu zweien mit einem der übrigen Zeichnungsberechtigten für die Zweigniederlassung Chur und auf diese beschränkt der Kreisdirektor Jon Crastan, von Sent, in Chur. Dementsprechend werden sämtliche bisher gültigen Einzelunterschriften samt der Einzelprokura von Jon Crastan gelöscht.

27. November 1948. Restaurant.
Fritz Schumm, in Chur. Inhaber dieser Firma ist Fritz Schumm, von Augio (Graubünden), in Chur. Betrieb des Restaurant «Boletta». Kaserenstrasse 82.

27. November 1948. Bäckerei, Konditorei, Tea-room.
Hch. Derungs, in Chur. Inhaber dieser Firma ist Heinrich Derungs-Rugger, von Camuns, in Chur. Bäckerei, Konditorei und Tea-room. Ottostrasse 35.

27. November 1948. Buchhandlung, Ranchwaren.
Frau Emmy Schärli-Vogel, in Klosters. Inhaberin dieser Firma ist Emmy Schärli-Vogel, mit Zustimmung des Ehemannes, von Roggliwil (Luzern), in Klosters. Buchhandlung und Handel mit Rauchwaren. Kantonsstrasse 512.

27. November 1948.
Hochalpine Schule und Kinderheim Matthias, in Celerina. Inhaberin dieser Firma ist Frau Lina Matthias, von Zürich, in Celerina. Kinderheim und Internat mit Primarschule.

27. November 1948. Hotel.
P. B. à Porta, in Fetan, Betrieb des Hotel «Bellavista» (SHAB. Nr. 236 vom 8. Oktober 1940, Seite 1837). Diese Firma ist infolge Aufgabe des Geschäftes erloschen.

27. November 1948.
Krapf, Alpines Jugendheim Klosters, in Klosters-Dorf, Erziehungs-institut (SHAB. Nr. 249 vom 24. Oktober 1934, Seite 2943). Diese Firma

ist infolge Gründung einer Kommanditgesellschaft erloschen. Aktiven und Passiven gehen über an die Kommanditgesellschaft unter der Firma: «Krapf & Co. Alpines Institut Montana», in Klosters (SHAB. Nr. 257 vom 2. November 1948, Seite 2947).

Tessin — Tessin — Ticino

Ufficio di Bellinzona

25 novembre 1948. Prodotti chimici, ecc.
Meilit S.A., in Gnosca (FUSC. del 17 marzo 1948, N° 64, pagina 777). L'attuale consiglio di amministrazione è così composto: presidente: Paolo Pedrazzini, fu Giovanni, da Campo Valle Maggia, in Locarno; vicepresidente: dott. Roberto Sciaroni, fu Antonio, da Brione Minusio, in Muralto; membro: dott. Franco Bellinzaghi di Camillo, di nazionalità italiana, in Gnosca; il quale viene altresì designato amministratore delegato con facoltà di firma individuale. La società è inoltre vincolata di fronte ai terzi dalla firma collettiva del presidente col vicepresidente. Arturo Salvioni e Carletto Nesurini non fanno più parte della amministrazione e le loro firme vengono radiate.

25 novembre 1948.
B.C.T. Biochemioterapia S.A. già S.A. dott. Hans Herzog, fabbrica prodotti chimici, Gnosca, in Gnosca (FUSC. del 29 maggio 1948, N° 123, pagina 1499). Con atto pubblico 12 novembre 1948 l'art. 8 degli statuti sociali è stato modificato nel senso che attualmente il consiglio di amministrazione è composto da 3 a 5 membri. L'attuale consiglio di amministrazione è così composto: presidente: Paolo Pedrazzini, fu Giovanni, da Campo Valle Maggia, in Locarno. Vicepresidente: dott. Roberto Sciaroni, fu Antonio, da Brione sopra Minusio, in Muralto. Membro: dott. Franco Bellinzaghi, di Camillo, di nazionalità italiana, in Gnosca, il quale è altresì scelto come amministratore delegato con firma individuale. La società è anche vincolata di fronte ai terzi dalla firma collettiva del presidente col vicepresidente del consiglio. Le firme di Arturo Salvioni, Carlo Nesurini, Americo Righetti, Attilio Fraschina, Boris Luban, Edoardo De-Stoppioni, sono estinte, gli stessi non facendo più parte dell'amministrazione.

Ufficio di Locarno

27 novembre 1948. Apparecchi elettrici, ecc.
Hesa S.A., in Locarno, fabbricazione e vendita di apparecchi elettrici, ecc. (FUSC. del 10 maggio 1948, N° 107, pagina 1304). Dipendentemente da atto pubblico di data 20 novembre 1948, la società ha risolto nella sua assemblea generale di stessa data l'aumento del capitale sociale da 80 000 fr. già diviso in 80 azioni al portatore da 1000 fr. ciascuna, interamente liberate, a 180 000 fr. con l'emissione di 100 nuove azioni pure al portatore di 1000 fr. ciascuna, interamente liberate. Il capitale sociale è quindi di 180 000 fr. suddiviso in 180 azioni al portatore di 1000 fr. ciascuna, interamente liberate. In tal senso è stato modificato l'art. 4 dello statuto. La società è amministrata da un consiglio di amministrazione composto di 6 membri, che sono: Fulvio Mattei, di Giuseppe, presidente; Raoul Bauer, di Ernesto, vicepresidente (già membro); Arturo Lafranchi, segretario, già membro (tutti confermati); Aurelio Giovannelli, fu Michele, da Brissago, in Ascona; Ettore Delponte, fu Angelo, da ed in Bignasco; Roberto Geissler, di Roberto, da Grosswangen, in Bellinzona, lic. rer. pol., nuovi membri. Vincola la società la firma del presidente Fulvio Mattei collettivamente a due con quella di Raoul Bauer e Arturo Lafranchi, componenti il consiglio direttivo. In tal senso sono stati modificati gli statuti.

Ufficio di Lugano

25 novembre 1948. Rappresentanze.
J. Favre, in Croglio, prodotti farmaceutici e chimici (FUSC. del 18 ottobre 1948, N° 244, pagina 2799). La ditta notifica di aver modificato il suo genere di attività in rappresentanze di generi diversi.

26 novembre 1948. Prodotti alimentari, ecc.
Alima S.A., in Melano, fabbricazione, commercio prodotti alimentari, ecc. (FUSC. del 24 ottobre 1947, N° 249, pagina 3129). Con decreto del 3 novembre 1948, la Pretura di Lugano Campagna ha omologato il concordato per abbandono di attivo intervenuto tra la società e i creditori. La commissione di liquidazione è composta dal dott. Giulio Guglielmetti, fu Gaetano, da Gentilino, in Mendrisio, presidente; dott. Franco Fischer, di Emilio, da Meisterschwanden, in Balerna; Otto Kündig, fu Edoardo, da Wila (Zurigo), in Mendrisio, che firmano collettivamente a due. Le firme di Alfredo Hatz, Giulio Löwenrosen e Anna Maria Hatz sono estinte. La ragione sociale è modificata in Alima S.A. in liq. concordataria. Amministrazione della massa: Mendrisio, c/o studio legale G. Guglielmetti, via Beroldingen.

27 novembre 1948. Commestibili, coloniali.
E. Beck-Feller, in Lugano, commestibili e coloniali (FUSC. del 4 maggio 1918, N° 105, pagina 728). La ditta viene cancellata per cessione di azienda.

27 novembre 1948. Commestibili, coloniali.
Kurt Nüesch, in Lugano. Titolare è Kurt Nüesch, di Gustavo, da Balgach (S. Gallo), a Lugano. Commercio di commestibili e coloniali. Via della Posta 8.

Distretto di Mendrisio

26 novembre 1948. Forni, camini, ecc.
Riva e Simontacchi - successori a Riva Ferdinando, in Mendrisio, costruzione forni, camini industriali, celle frigorifere, impianti a nafta, società in nome collettivo (FUSC. del 11 ottobre 1946, N° 238, pagina 2977). La soc. è sciolta. La liquidazione essendo terminata, la ragione sociale viene cancellata. L'azienda è ripresa, con assunzione di attivo e passivo, dalla nuova ditta individuale «Angelo Simontacchi», in Mendrisio.

26 novembre 1948. Forni, camini, ecc.
Angelo Simontacchi, in Mendrisio. Titolare è Angelo Simontacchi, fu Enrico, da ed in Mendrisio. La ditta ha ripreso, con assunzione di attivo e passivo, la azienda sin qui gestita dalla società in nome collettivo «Riva e Simontacchi - successori a Riva Ferdinando», in Mendrisio, ora cancellata. Costruzione forni, camini industriali, celle frigorifere. Via Nobili Torriani.

27 novembre 1948.
Società Cooperativa di Consumo di Rancate, in Rancate (FUSC. del 13 maggio 1943, N° 110, pagina 1076). Il consiglio di amministrazione nella sua seduta del 28 ottobre 1948 ha confermato presidente Antonio Balerna e segretario-cassiere Giovanni Rusca ed ha nominato vicepresidente in sostituzione di Beniamino Bernasconi, Santino Bernasconi, fu Alessandro, da ed in Rancate. La firma di Beniamino Bernasconi, vicepresidente, è estinta. La firma sociale spetta al presidente od al vicepresidente in unione col segretario-cassiere, oppure al presidente in unione col vicepresidente, come precedentemente.

Waadt — Vaud — Vaud
Bureau d'Echallens

26 novembre 1948.

Société Immobilière de Praz Palud S.A., à Echallens (FOSC. du 12 juillet 1934, N° 160, page 1938). Suivant procès-verbal authentique de l'assemblée générale extraordinaire du 18 novembre 1948, la société a décidé: a) le remplacement des 20 actions anciennes nominatives de 250 fr., entièrement libérées, par 50 actions nouvelles nominatives de 250 fr., libérées de 100 fr. chacune, ce qui porte le capital à 12 500 fr.; b) l'augmentation du capital social de 12 500 fr. à 50 000 fr. par l'émission de 150 actions nominatives nouvelles de 250 fr. chacune, libérées de 100 fr. chacune, par compensation de créances; c) le remplacement des 200 actions nouvelles nominatives de 250 fr., libérées de 100 fr. chacune, par 100 actions nouvelles nominatives de 500 fr., libérées de 200 fr. chacune. La société a adopté de nouveaux statuts conformes aux dispositions nouvelles du Code des obligations. Le capital est de 50 000 fr., divisé en 100 actions de 500 fr. chacune, nominatives; il est libéré de 20 000 fr.

Bureau de Grandson

25 novembre 1948. Epicerie, chaussures, etc.

Frantz Mutrux, à Ste-Croix, épicerie fine, vins, droguerie, porcelaine, cristaux et chaussures (FOSC. du 25 novembre 1942, N° 275, page 2692). Cette raison est radiée par suite de remise de commerce.

25 novembre 1948.

Droguerie-Epicerie de la Charmille, Michel Mutrux, à Ste-Croix. Le chef de cette raison est Michel Mutrux, fils de Michel, de et à Ste-Croix. Epicerie, commerce de vins, droguerie, porcelaine, cristaux. La maison confère procuration individuelle à Marcel Mutrux et à Frantz Mutrux, les deux de et à Ste-Croix.

Bureau de Lausanne

26 novembre 1948. Marchandises de diverse nature.

X. Beuret, à Lausanne. Le chef de la maison est Xavier Beuret, de Bémont (Berne), à Lausanne. Représentation, importation et exportation de marchandises et articles de diverse nature. Rue du Valentin 21.

26 novembre 1948. Immeubles.

Chissiez Logis A.S.A., à Lausanne, affaires immobilières (FOSC. du 7 mai 1948, page 1285). Suivant procès-verbal authentique de l'assemblée générale du 24 novembre 1948, la société a porté son capital de 50 000 fr. à 80 000 fr. par l'émission de 30 nouvelles actions au porteur de 1000 fr., entièrement libérées. Les statuts sont modifiés en conséquence. Le capital est de 80 000 fr., divisé en 80 actions au porteur de 1000 fr., entièrement libérées.

26 novembre 1948. Matières premières pour l'industrie électrique.
Radioméga S.A., à Lausanne, matières premières pour l'industrie électrique (FOSC. du 22 septembre 1947, page 2752). Suivant procès-verbal authentique de l'assemblée générale du 17 novembre 1948, la raison est modifiée en: **Radioméga S.A.**. Les statuts sont modifiés en conséquence.

26 novembre 1948. Cours de langues.

W. Gétaz, à Lausanne. Le chef de la maison est Willy Gétaz, de Château-d'Oex (Vaud), à Lausanne. Cours de langues par leçons ou par correspondance. Rue des Terreaux 10.

27 novembre 1948. Café.

Henri Reymond, à Montheron sur Lausanne, exploitation d'une scierie et commerce de bois pour charpentes et menuiserie et exploitation du «Café de la Gare» à Montheron (FOSC. du 7 mai 1921). Le titulaire ne conserve que l'exploitation du café à l'enseigne: «Café de la Gare».

Bureau de Morges

27 novembre 1948. Café.

Gilbert Monney, à Ecublens. Le chef de la maison est Gilbert-Joseph Monney, de Mossel (Fribourg), à Ecublens par Renens (Epeney). Exploitation du «Café de l'Avenir».

Bureau de Moudon

26 novembre 1948. Draperies, toiles, etc.

G. Fidanza, à Moudon, commerce de draperies, toiles, nouveautés, confections et tissus en tous genres, chemiserie (FOSC. des 24 août 1943, page 1902 et 7 juillet 1944, page 1542). Le titulaire Germain-Emile Fidanza est depuis le 13 mai 1948 de nationalité suisse, ressortissant de la commune de Lussy (Fribourg).

26 novembre 1948.

Chaussures Savoy, Au Vieux Grenadier, à Moudon. Le chef de la maison est Alfred Savoy, d'Attalens (Fribourg), à Moudon. Commerce de chaussures. Rue Grenade.

26 novembre 1948. Vins, eaux minérales, etc.

Daniel Ranzoni, à Thierrens. Le chef de la maison est Daniel Ranzoni, allié Fasel, de et à Thierrens. Commerce de vins, eaux minérales et boissons sans alcool. La Carrière.

Bureau de Vevey

25 novembre 1948. Café.

Albert Apothéloz, à Corsier, exploitation du «Café de la Place» (FOSC. du 27 décembre 1932, N° 303). La raison est radiée par suite du décès du titulaire.

25 novembre 1948. Café.

Bertha Scheurer-Apothéloz, à Corsier. Le chef de la maison est Bertha, veuve Apothéloz, épouse autorisée d'Henri Scheurer, de Barges (Berne), à Corsier. Exploitation du «Café de la Place».

Valais — Valais — Valais

Bureau Brig

25. November 1948.

Volksbank in Visp, in Visp, Aktiengesellschaft (SHAB. Nr. 202 vom 11. September 1946, Seite 2673). Laut öffentlicher Urkunde wurde in der ausserordentlichen Generalversammlung der Aktionäre vom 9. November 1948 das Aktienkapital von Fr. 250 000 auf Fr. 500 000 erhöht durch Ausgabe von 500 neuen Namenaktien zu Fr. 500. Die Statuten wurden entsprechend revidiert. Das Gesellschaftskapital beträgt nun Fr. 500 000, zerlegt in 1000 Namenaktien zu Fr. 500. Es ist voll einbezahlt. Die Prokura des Ernst Sachs ist erloschen.

25. November 1948.

Hotel Matterhornblick, Gebr. Perren, Zermatt, in Zermatt. Unter dieser Firma besteht eine Kollektivgesellschaft seit 20. März 1947. Gesellschafter sind: Josef, Sigismund und Isidor Perren, alle von und in Zermatt. Betrieb des Hotel Matterhornblick. (Eintragung von Amtes wegen gemäss Verfügung der kantonalen Aufsichtsbehörde vom 15./20. September 1948, HRegVO. Art. 58, Alinea 2).

Andere, durch Gesetz oder Verordnung zur Veröffentlichung im SHAB. vorgeschriebene Anzeigen — Autres avis, dont la publication est prescrite dans la FOSC. par des lois ou ordonnances

Gesuch

um Allgemeinverbindlicherklärung des Gesamtarbeitsvertrages für das Tapezierer- und Tapezierer-Dekorateurgewerbe der Schweiz

(Bundesbeschluss vom 23. Juni 1943 über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen, Artikel 6 und 7; Vollzugsverordnung vom 10. Dezember 1943/28. Dezember 1946, Artikel 7)

Der Schweizerische Verband der Tapezierermeister-Dekorateur und des Möbel-detailhandels, der Schweizerische Frauengewerbeverband, der Verband schweizerischer Möbeldetailisten, der Schweizerische Bau- und Holzarbeiterverband, der Christliche Holz- und Bauarbeiterverband der Schweiz und der Schweizerische Verband evangelischer Arbeiter und Angestellter

sind mit dem Gesuch an die Bundesbehörden gelangt, folgende Bestimmungen des unter ihnen am 1. März 1948 abgeschlossenen Gesamtarbeitsvertrages für das Tapezierer- und Tapezierer-Dekorateurgewerbe der Schweiz allgemeinverbindlich zu erklären:

«Ziff. 2. Arbeitszeit. Die normale wöchentliche Arbeitszeit beträgt 48 Stunden. Sie beginnt nicht vor 7 Uhr und endigt spätestens um 18 Uhr.

Der Samstagnachmittag ist frei.

Ziff. 3. Löhne. Der Lohn richtet sich nach der Leistung. Er wird während der Probezeit (Ziff. 13) festgelegt.

Als Grundlage für die Lohnberechnung dienen die Löhne pro 1. September 1939 zuzüglich eines Teuerungsausgleichs von 63%. Zur Anpassung an die Verhältnisse zwischen Stadt und Land sollen die Ansätze gestaffelt werden nach

grösstädtischen Verhältnissen
städtischen Verhältnissen
halbstädtischen Verhältnissen
ländlichen Verhältnissen.

Als Grösstädte gelten Städte mit über 100 000 Einwohnern, für die Einteilung gilt in der Regel das Ortsverzeichnis der LEO.

Als Mindestansätze gelten:

	grösstädt. Verhältn.	städtische Verhältn.	halbstädt. Verhältn.	ländliche Verhältn.
für gelernte Tapezierer und Tapezierer-Dekorateur:	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
im 1. Jahre nach der Lehre	2.30	2.20	2.10	2.—
im 2. Jahre nach der Lehre	2.40	2.30	2.20	2.10
ab 3. Jahr nach der Lehre	2.70	2.55	2.45	2.35
für angelernte Arbeiter	2.20	2.10	2.—	1.90
für Hilfsarbeiter	2.10	2.—	1.80	1.75
für gelernte Tapezierer-Näherinnen:				
im 1. Jahre nach der Lehre	1.80	1.75	1.70	1.60
ab 2. Jahr nach der Lehre	1.90	1.85	1.80	1.70
für angelernte Näherinnen	1.60	1.55	1.50	1.40

Mit Inkrafttreten dieses Vertrages haben alle Arbeitnehmer Anspruch auf eine generelle Lohnerhöhung von mindestens 6 Rappen pro Stunde. Die Erhöhungen, die sich aus den neuen Lohnansätzen ergeben, sind anzurechnen.

Alle beruflichen Arbeiten werden im Stundenlohn ausgeführt. Arbeitnehmer, die im Wochen- oder Monatslohn angestellt sind, dürfen nicht schlechter gestellt werden.

Ziff. 5. Zuschläge. Für Ueberzeitarbeit wird ein Zuschlag von 25%, für Nacharbeit 50% und für Sonn- und Feiertagsarbeit ein solcher von 100% des Stundenlohnes, einschliesslich Teuerungszulage, bezahlt.

Als Nacharbeit gilt die Zeit von 20 Uhr bis 6 Uhr. Die übrige Zeit ausserhalb der normalen Arbeitszeit gilt als Ueberzeit.

Zuschläge werden nur bezahlt, wenn die Verlängerung der Arbeitszeit vom Betriebsinhaber angeordnet worden ist. Die Anordnung darf nur in dringenden Fällen erfolgen.

Die Reisezeit gilt nicht als Ueberzeit.

Ziff. 6. Reise- und Unterkunftsentschädigung. Für Arbeiten im Ortsgebiet (Stadt) sind, sofern öffentliche Verkehrsmittel benutzt werden, die Fahrauslagen (Tram, Trolleybus, Omnibus, Bahn) zu vergüten.

Bei Arbeiten ausserhalb des Ortsgebietes wird neben den Fahrauslagen eine Entschädigung für das Mittagessen und gegebenenfalls für die Unterkunft ausgerichtet. Die Festsetzung der Höhe dieser Entschädigungen bleibt der direkten Vereinbarung zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer vorbehalten.

Ziff. 7. Feiertage. Als Feiertage gelten die Sonntage, die gesetzlich festgelegten Feiertage und der erste Mai, ferner die allgemein anerkannten bürgerlichen Feiertage, über die die örtlichen Sektionen besondere Vereinbarungen treffen können.

Von den vereinbarten Feiertagen werden sechs auf einen Werktag fallende Feiertage bezahlt, und zwar:

- Fr. 16.— für Arbeiter in städtischen Verhältnissen,
- Fr. 14.— für Arbeiter in halbstädtischen Verhältnissen,
- Fr. 12.— für Arbeiter in ländlichen Verhältnissen,
- Fr. 13.— für Arbeiterinnen in städtischen Verhältnissen,
- Fr. 11.— für Arbeiterinnen in halbstädtischen Verhältnissen,
- Fr. 9.— für Arbeiterinnen in ländlichen Verhältnissen.

Ziff. 8. Lohnzahlung. Die Lohnzahlung erfolgt alle 14 Tage innerhalb der Arbeitszeit. Die Auszahlung des Lohnes hat mit detaillierter Abrechnung zu erfolgen, welche enthalten soll: die Abzüge für die AHV, für die Nichtbetriebsunfallversicherung sowie eventuelle andere Abzüge.

Ziff. 9. Standgeld. Als Standgeld darf höchstens ein Betrag zurückbehalten werden, welcher 16 Arbeitsstunden entspricht.

Das Standgeld ist mit der ordnungsgemässen Beendigung des Dienstverhältnisses auszusahlen.

Ziff. 10. Ferien. Alle Arbeitnehmer haben Anspruch auf bezahlte Ferien. Die Ferienvergütung beträgt für alle Arbeitnehmer 4% des Bruttolohnes.

Jeder Arbeitnehmer hat sich über den Ferienantritt mit seinem Arbeitgeber zu verständigen.

Eine Barentschädigung an Stelle von Ferien ist während der Dauer des Dienstverhältnisses nicht gestattet.

Bei der Festsetzung des Ferienantrittes ist auf die Dringlichkeit der laufenden Arbeiten Rücksicht zu nehmen.

Ziff. 11. Versicherungen. Jeder Arbeitnehmer hat sich gegen die Folgen einer Krankheit zu mindestens 50% des Lohnes zu versichern. Der Arbeitgeber leistet an die Krankenversicherungs-Prämien 50%. Diese Leistung gilt als Ablösung von Art. 335 OR. und entbehrt den Arbeitgeber bei Krankheit des Arbeitnehmers einer Lohnzahlung.

Der Arbeitgeber ist verpflichtet, die Arbeitnehmer seines Betriebes gegen Unfall zu versichern. Die Prämien der Versicherung für Nichtbetriebsunfälle gehen zu Lasten der Arbeitnehmer.

Ziff. 13. Kündigung. Die gegenseitige Kündigungsfrist beträgt 14 Tage, auch bei überjährigem Dienstverhältnis. Die Kündigung kann nur auf einen Zahltag oder Samstag erfolgen.

Die ersten zwei Wochen nach der Anstellung gelten als Probezeit, während welcher das Arbeitsverhältnis täglich auf das Ende des Arbeitstages gelöst werden kann.

Während schweizerischen obligatorischen Militärdienstes und während einer ohne Verschulden des Arbeitnehmers durch Unfall oder Krankheit verursachten Erwerbsunfähigkeit bis zum Ablauf von acht Wochen darf nicht gekündigt werden.

Vorbehalten bleiben die Art. 352 und 353 des OR über den Rücktritt aus wichtigen Gründen.

Ziff. 14. Schwarzarbeit. Jedem Arbeitnehmer ist es untersagt, während seiner Frei- oder Ferienzeit Berufsarbeiten für Dritte auszuführen. Zuwiderhandlungen gegen diese Bestimmung gelten nach einmaliger Verwarnung als wichtiger Grund zur fristlosen Entlassung.

Ziff. 17. Kontrolle. Die von den Berufsverbänden eingesetzte paritätische Kommission im Tapezierer- und Tapezierer-Dekorateurgewerbe kann bei allen von der Allgemeinverbindlichkeitserklärung erfassten Betrieben Kontrollen über die Einhaltung der allgemeinverbindlich erklärten Bestimmungen durchführen.

Bei festgestellter Nichterhaltung der Löhne, Ueberzeitzuschläge, Ferien, bezahlten Feiertage und Krankenkasse-Prämien hat der Meister den Arbeitnehmern diese sofort in vollem Umfang nachzahlen, bzw. nachzugewähren. Ueberdies hat er sofort 25% der geschuldeten Nachzahlungen in die Kasse der zentralen paritätischen Berufskommission des schweizerischen Tapezierer- und Tapezierer-Dekorateurgewerbes einzuzahlen. Die eingehenden Beträge sind zur Deckung der Kosten der Kontrolle über die Einhaltung der Allgemeinverbindlichkeitserklärung zu verwenden.

Zum Inkasso und wenn nötig zur rechtlichen Geltendmachung des vorerwähnten Betrages von 25% sind die vertragschliessenden Verbände berechtigt, welche diesen für die anspruchsberechtigte zentrale paritätische Berufskommission einziehen.

Für den Geltungsbereich des Gesamtarbeitsvertrages vom 15. Februar 1948 für das Tapezierer-Dekorateurgewerbe im Kanton Basel-Stadt erfolgt die Kontrolle durch das staatliche Eingangsamt.

Der Geltungsbereich soll wie folgt umschrieben werden:

- a) Die Allgemeinverbindlichkeit gilt für das ganze Gebiet der Schweizerischen Eidgenossenschaft;
- b) sie erstreckt sich auf alle Betriebe, in welchen Arbeiten des Tapezierer- und Tapezierer-Dekorateurgewerbes ausgeführt werden. Ausgenommen sind Betriebe, die vom Gesamtarbeitsvertrag für das schweizerische Sattler- und Sattler-Tapezierergewerbe erfasst werden, sowie diejenigen des Karosseriegewerbes;
- c) sie gilt für alle gelernten, angelernten und ungelernten Arbeitnehmer, mit Ausnahme der Lehrlinge;
- d) für den Arbeitnehmer günstigere gesetzliche Vorschriften und vertragliche Abmachungen bleiben vorbehalten;
- e) die Allgemeinverbindlichkeitserklärung tritt mit der amtlichen Veröffentlichung des Beschlusses in Kraft und dauert bis 31. Dezember 1949. (AA 325)

Allfällige Einsprachen gegen diese angegebene Allgemeinverbindlichkeitserklärung sind dem Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit in schriftlicher Form und mit einer Begründung versehen, innert 30 Tagen vom Datum dieser Veröffentlichung an gerechnet, einzureichen.

Bern, den 1. Dezember 1948.

Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit.

Demande

tendante à ce que force obligatoire générale soit conférée au contrat collectif de travail pour le métier de tapissier et de tapissier-décorateur en Suisse

(Arrêté fédéral du 23 juin 1943 permettant de donner force obligatoire générale aux contrats collectifs de travail, articles 6 et 7; règlement d'exécution du 10 décembre 1943/23 décembre 1946, article 7)

L'Association suisse des maîtres tapissiers-décorateurs et des maisons d'ameublement, l'Union féminine suisse des arts et métiers, l'Association suisse des détaillants de meubles, la Fédération suisse des ouvriers sur bois et du bâtiment, la Fédération chrétienne des ouvriers du bois et du bâtiment de la Suisse, la Fédération suisse des ouvriers et employés évangéliques, l'Union syndicale suisse des ouvriers indépendants,

ont présenté à l'autorité fédérale une demande tendante à ce que force obligatoire générale soit conférée aux clauses suivantes du contrat collectif de travail pour le métier de tapissier et de tapissier-décorateur en Suisse qu'elles ont conclu entre elles le 1^{er} mars 1948:

Ch. 2. De la durée du travail. L'horaire hebdomadaire normal est de 48 heures. Le travail ne commence pas avant 7 heures et se termine à 18 heures, au plus tard. On ne travaille pas le samedi après-midi.

Ch. 3. Des salaires. Le salaire dépend du rendement. Il est fixé pendant la période d'essai (art. 13).

Les salaires payés le 1^{er} septembre 1939, plus un rajustement de 63%, constituent la base du calcul des salaires actuels. Afin d'adapter ces derniers aux rapports existant entre les villes et la campagne, les taux doivent être échelonnés de la façon suivante:

grandes villes,
communes de caractère urbain,
communes de caractère mi-urbain,
communes de caractère rural.

Les villes qui ont plus de 100 000 habitants sont considérées comme grandes villes. En règle générale, le régime des allocations pour perte de salaire et de gain fait foi pour le classement des localités.

Les salaires minimums sont les suivants:

	grandes villes	communes de caractère urbain	communes de caractère mi-urbain	communes de caractère rural
Pour tapissiers et tapissiers-décorateurs qualifiés:	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
pendant la 1 ^{re} année après l'apprentissage	2.30	2.20	2.10	2.—
pendant la 2 ^{me} année après l'apprentissage	2.40	2.30	2.20	2.10
dès la 3 ^{me} année après l'apprentissage	2.70	2.55	2.45	2.35
Pour les ouvriers formés par eux-mêmes	2.20	2.10	2.—	1.90
Pour les aides-ouvriers	2.10	2.—	1.80	1.75
Pour court-poinçonniers qualifiés:				
pendant la 1 ^{re} année après l'apprentissage	1.80	1.75	1.70	1.60
dès la 2 ^{me} année après l'apprentissage	1.90	1.85	1.80	1.70
Pour ouvrières formées par elles-mêmes	1.60	1.55	1.50	1.40

Lorsque le présent contrat entre en vigueur, tous les salariés ont droit à une augmentation générale de salaire de 6 ct. à l'heure, au minimum. Les augmentations provoquées par les nouveaux taux de salaire doivent y être comptées.

Tous les travaux professionnels sont payés à l'heure. Les salariés qui sont payés au mois ou à la semaine ne doivent pas être soumis à des conditions moins favorables.

Ch. 5. Des suppléments. Pour les heures supplémentaires, il sera payé un supplément de 25%. Ce supplément sera de 50% pour le travail de nuit et de 100% pour le travail du dimanche et des jours fériés. Pour le calcul, on se fondera sur le salaire horaire en ajoutant l'allocation de renchérissement.

Le travail de nuit est celui qui est fait entre 20 heures et 6 heures. Le reste du temps en dehors de la durée normale du travail est considéré comme heures supplémentaires.

Les suppléments ne sont payés que si la prolongation de la durée du travail a été ordonnée par le chef de l'entreprise. La prolongation ne peut être exigée qu'en cas d'urgence. Le temps consacré aux voyages ne compte pas comme heures supplémentaires.

Ch. 6. Des indemnités de déplacement. Pour les travaux dans la localité (ville), les frais de transport sont à la charge de l'employeur si l'on se sert des moyens publics de communication (tramway, trolleybus, omnibus, chemin de fer).

En cas de déplacement hors du rayon local, l'ouvrier a, en outre, droit à une indemnité pour le repas de midi et, le cas échéant, pour le logement. Ces indemnités doivent être fixées d'entente entre le patron et ses ouvriers.

Ch. 7. Des jours fériés. Sont considérés comme jours fériés les dimanches, les jours fériés officiels, le 1^{er} mai et les jours fériés fixés par l'usage pour lesquels les sections locales pourront conclure des conventions spéciales.

Parmi les jours fériés convenus, 6 jours tombant chacun un jour ouvrable seront payés à raison de:

- Fr. 16.— pour les ouvriers, dans les communes urbaines,
- Fr. 14.— pour les ouvriers, dans les communes mi-urbaines,
- Fr. 12.— pour les ouvriers, dans les communes rurales,
- Fr. 13.— pour les ouvrières, dans les communes urbaines,
- Fr. 11.— pour les ouvrières, dans les communes mi-urbaines,
- Fr. 9.— pour les ouvrières, dans les communes rurales.

Ch. 8. De la paie. La paie se fait tous les 14 jours, pendant les heures de travail. On doit y joindre un décompte indiquant le montant des déductions pour l'AVS et l'assurance non professionnelle contre les accidents, ainsi que les autres déductions.

Ch. 9. De la retenue de salaire. La retenue ne peut excéder le salaire de 16 heures de travail. Elle doit être payée à l'ouvrier lorsqu'il quitte l'entreprise dans des conditions normales.

Ch. 10. Des vacances. Tous les salariés ont droit à des vacances payées. L'indemnité de vacances est de 4% du salaire brut, pour tous les salariés.

Chaque salarié doit s'entendre avec son employeur à l'égard de la date des vacances. Pendant l'engagement, il n'est pas permis de remplacer les vacances par une indemnité en espèces.

On tiendra compte de l'urgence des travaux en cours pour fixer l'époque des vacances.

Ch. 11. Des assurances. Chaque salarié a l'obligation de s'assurer contre la maladie, au moins, pour la moitié de son salaire. L'employeur prend à sa charge la moitié des primes de l'assurance maladie. Ainsi, l'article 335 du C.O. est réputé exécuté, l'employeur étant exonéré du paiement du salaire au salarié, en cas de maladie.

L'employeur a l'obligation d'assurer son personnel contre les accidents; les primes de l'assurance contre les accidents non professionnels sont à la charge des salariés.

Ch. 13. Du délai-congé. Le délai de congé est de 14 jours, même si l'engagement a duré plus d'une année. Le congé ne peut être donné que pour un jour de paie ou un samedi.

Les deux premières semaines après l'entrée en service sont considérées comme temps d'essai pendant lequel l'engagement peut être rompu à tout moment pour la fin de la journée.

Le congé ne peut être donné pendant une période de service militaire obligatoire suisse et pendant les 8 premières semaines d'incapacité de travail due à un accident ou à une maladie ne pouvant être imputée à faute du salarié.

Les dispositions des articles 352 et 353 du C.O. concernant la résiliation pour de justes motifs demeurent réservées.

Ch. 14. Du bricolage. Il est interdit aux salariés d'exécuter des travaux professionnels pour des tiers pendant leurs vacances et leurs loisirs. Les infractions à cette prescription constituent un motif justifiant, après un premier avertissement, un renvoi immédiat.

Ch. 17. Du contrôle. La Commission paritaire instituée par les associations professionnelles, pour la tapisserie et la tapisserie-décoration, peut exercer un contrôle auprès des entreprises soumises à la déclaration de force obligatoire générale pour s'assurer qu'elle est bien respectée.

L'employeur qui n'a pas payé les salaires, les allocations de renchérissement, les suppléments, les vacances, les jours fériés et les primes à la caisse maladie qui sont convenus est tenu de réparer immédiatement et pleinement cette omission. En outre, il est tenu de verser immédiatement à la caisse de la Commission paritaire de la tapisserie et de la tapisserie-décoration 25% de la somme due. Les sommes encaissées serviront à couvrir les frais du contrôle relatif à l'application du contrat.

Les associations contractantes sont autorisées à encaisser les sommes rappelées (25%) et, le cas échéant, à procéder à l'encaissement par la voie judiciaire. Elles font ces encaissements pour l'avant droit, soit la commission centrale paritaire.

Quant à la sphère d'application du contrat collectif du 15 février 1948 qui a été conclu pour la tapisserie-décoration du canton de Bâle-Ville, l'Office cantonal de conciliation fait le contrôle.

Le champ d'application du présent contrat sera défini comme suit:

- a) la déclaration de force obligatoire générale est valable sur tout le territoire de la Confédération suisse;
- b) elle s'applique à toutes les entreprises qui exécutent des travaux de tapisserie et de tapisserie-décoration, excepté celles qui sont soumises au contrat collectif de travail pour le métier de seller et de seller-tapisser en Suisse, ainsi que les carroseries;
- c) y sont soumis tous les ouvriers qualifiés, mi-qualifiés ou non qualifiés, excepté les apprentis;
- d) les dispositions légales et les conventions plus favorables à l'ouvrier sont applicables;
- e) la déclaration de force obligatoire générale entre en vigueur le jour où l'arrêté sera publié; elle aura effet jusqu'au 31 décembre 1949.

Opposition peut être formée à la présente demande devant l'Office fédéral de l'Industrie, des arts et métiers et du travail, dans les 30 jours qui suivront la présente publication; l'opposition sera écrite et motivée.

Berne, le 1^{er} décembre 1948.

Office fédéral de l'Industrie, des arts et métiers et du travail.

Domanda

di conferimento del carattere obbligatorio generale al contratto collettivo di lavoro nel mestiere di tappezziere e di tappezziere-decoratore in Svizzera

(Decreto federale del 23 giugno 1943 concernente il conferimento del carattere obbligatorio generale ai contratti collettivi di lavoro, articoli 6 e 7; regolamento d'esecuzione del 10 dicembre 1943/28 dicembre 1946, articolo 7)

L'Associazione svizzera dei maestri tappezziere-decoratori e delle case di ammobigliamento,

l'Unione femminile delle arti e mestieri,
l'Associazione svizzera dei dettaglianti di mobili,
la Federazione svizzera dei lavoratori edili e del legno,
la Federazione cristiana degli operai del legno ed edili della Svizzera,
la Federazione svizzera degli operai e impiegati protestanti e
l'Unione sindacale degli operai svizzeri indipendenti,

hanno inoltrato all'autorità federale la domanda intesa a far attribuire carattere obbligatorio generale alle seguenti disposizioni del contratto collettivo di lavoro nel mestiere del tappezziere o del tappezziere-decoratore in Svizzera concluso il 1^o marzo 1948:

Numero 2. Durata del lavoro. La durata normale del lavoro è di 48 ore la settimana. Il lavoro giornaliero non deve incominciare prima delle ore 7 né finire dopo le ore 18, al più tardi.

Il pomeriggio del sabato è libero.

Numero 3. Salario. Il salario è calcolato in base al lavoro prestato. Esso sarà fissato durante il periodo di prova (numero 13).

Fanno stato per il calcolo del salario base i salari pagati il 1^o settembre 1939 aumentati di un'indennità di rincaro del 63%. Per tener calcolo delle condizioni urbane e rurali, essi si distinguono in: tassi salariali per

grandi città
regioni urbane
regioni semi-urbane
regioni rurali.

Le città con più di 100 000 abitanti saranno considerate come grandi città. Per la classificazione delle località nelle singole categorie fa stato il regime previsto nelle prescrizioni sull'ordinamento delle indennità per perdita di salario, e di guadagno.

I salari minimi sono fissati come segue:

Per tappezziere e tappezziere-decoratori qualificati:	grandi città	regioni urbane	regioni semi-urbane	regioni rurali
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
nel 1 ^o anno dopo il tirocinio	2.30	2.20	2.10	2.—
nel 2 ^o anno dopo il tirocinio	2.40	2.30	2.20	2.10
dai 3 ^o anno dopo il tirocinio	2.70	2.55	2.45	2.35
per operai semi-qualificati:	2.20	2.10	2.—	1.90
per operai ausiliari:	2.10	2.—	1.80	1.75
per cucitrici-tappezziere qualificate:				
nel 1 ^o anno dopo il tirocinio	1.80	1.75	1.70	1.60
dai 2 ^o anno dopo il tirocinio	1.90	1.85	1.80	1.70
per cucitrici-tappezziere semi-qualificate	1.60	1.55	1.50	1.40

Con l'entrata in vigore del presente contratto tutti gli operai hanno diritto ad un aumento salariale generale di almeno 6 centesimi all'ora. Gli aumenti derivanti dai nuovi tassi salariali sono computati.

Tutti i lavori sono eseguiti in base a paga oraria. Agli operai pagati a settimana o a mese non sarà usato un trattamento meno favorevole.

Numero 5. Supplementi. Per il lavoro supplementare è versato un supplemento del 25% del salario orario, indennità di rincaro compresa. Il supplemento è del 50% per il lavoro notturno e del 100% per il lavoro di domenica e nei giorni festivi.

Come lavoro notturno è considerato il lavoro eseguito tra le ore 20 e le ore 6. Ogni altro lavoro eseguito fuori della durata normale del lavoro è considerato come lavoro supplementare.

I supplementi di salario vanno pagati soltanto se il lavoro supplementare è stato ordinato dal datore di lavoro. Il lavoro supplementare non può essere ordinato che in casi urgenti.

Il tempo di viaggio non è considerato come lavoro supplementare.

Numero 6. Indennità per spese di viaggio e di alloggio. Se, per i lavori al luogo di residenza (città), l'operaio deve far uso di mezzi di comunicazione pubblici (tranvia, filovia, omnibus, ferrovia) le spese di viaggio dovranno essergli rimborsate.

Per lavori eseguiti fuori del luogo di residenza, oltre l'indennità per le spese di viaggio, dovrà essere versata anche un'indennità per il pranzo, e dato il caso, per l'alloggio. L'operaio e il datore di lavoro s'intenderanno direttamente tra loro circa l'importo di siffatte indennità.

Numero 7. Giorni festivi. Sono considerati giorni festivi le domeniche, i giorni di festa prescritti dalla legge, il 1° maggio ed i giorni festivi generalmente riconosciuti come tali in merito ai quali le sezioni locali possono concludere delle convenzioni particolari.

Fra i giorni festivi convenuti ne sono pagati 6 che cadono su giorni feriali. Essi vengono pagati in ragione di:

- Fr. 16.— per gli operai nelle regioni urbane
- Fr. 14.— per gli operai nelle regioni semi-urbane
- Fr. 12.— per gli operai nelle regioni rurali
- Fr. 13.— per le operaie nelle regioni urbane
- Fr. 11.— per le operaie nelle regioni semi-urbane
- Fr. 9.— per le operaie nelle regioni rurali.

Numero 8. Pagamento del salario. La paga si fa ogni 14 giorni durante le ore di lavoro. Con il salario dovrà essere consegnato anche un rendiconto particolareggiato. Questo indicherà le deduzioni fatte per l'assicurazione-vecchiaia e superstiti, per l'assicurazione contro gli infortuni non professionali come pure eventuali altre deduzioni.

Numero 9. Ritenuta. La ritenuta sul salario non può eccedere una somma corrispondente al salario di 16 ore di lavoro.

L'importo della ritenuta sarà restituito all'operaio, in caso di scioglimento normale, alla fine del rapporto di lavoro.

Numero 10. Vacanze. Tutti gli operai hanno diritto alle vacanze pagate. L'indennità per le vacanze ammonterà per tutti gli operai al 4% del salario lordo.

Ogni operaio deve accordarsi con il datore di lavoro circa la data delle vacanze. Durante la validità del contratto di lavoro non è permesso versare un'indennità in contanti in compenso delle vacanze.

Nel fissare la data delle vacanze si terrà conto dell'urgenza dei lavori in corso.

Numero 11. Assicurazioni. Ogni operaio è tenuto ad assicurarsi contro le malattie per un'indennità giornaliera di almeno il 50% del salario. Il datore di lavoro assumerà il pagamento del 50% dei premi per l'assicurazione-malattia. Con ciò il datore di lavoro è svincolato dall'obbligo risultante dall'art. 335 C.O. di versare il salario in caso di malattia dell'operaio.

Il datore di lavoro è tenuto ad assicurare i suoi operai contro gli infortuni. I premi per l'assicurazione contro gli infortuni non professionali vanno a carico dell'operaio.

Numero 13. Disdetta. Il termine di disdetta, tanto per i datori di lavoro quanto per gli operai, è di 14 giorni anche quando il rapporto d'impiego è durato più di un anno. La disdetta può essere data soltanto per un sabato o per un giorno di paga.

Le due prime settimane dopo l'entrata in servizio sono considerate come periodo di prova, durante il quale il contratto di lavoro può essere sciolto in ogni tempo per la fine di un giorno lavorativo.

In caso di servizio militare svizzero obbligatorio e in caso d'interruzione del lavoro per malattia o per infortunio non imputabile all'operaio non può essere data la disdetta per un periodo di otto settimane.

Restano riservati gli articoli 352 e 353 del C.O. relativi alla risoluzione antiepatata per cause gravi.

Numero 14. Divieto di lavoro. È formalmente vietato ad ogni operaio eseguire lavori professionali per conto di terzi durante le sue ore libere o le sue vacanze. Le contravvenzioni a questa disposizione sono considerate, dopo un unico ammonimento, come cause gravi che giustificano il licenziamento immediato.

Numero 17. Controllo. La commissione paritetica istituita dalle associazioni professionali del mestiere del tappezziere e del tappezziere-decoratore può eseguire controlli per accertare se le disposizioni cui è conferito carattere obbligatorio generale sono rispettate.

Nel caso in cui risulti che le prescrizioni sul salario, sulle indennità di rincaro, sui supplementi di salario, sulle vacanze, sui giorni festivi pagati e sui contributi alla cassa-malati non sono state osservate, il datore di lavoro è tenuto a riparare immediatamente e integralmente questa omissione. Inoltre egli deve versare alla cassa della commissione professionale paritetica del mestiere del tappezziere e del tappezziere-decoratore il 25% degli importi dovuti. Le somme incassate saranno destinate a sopprimere alle spese del conferimento del carattere obbligatorio generale e del controllo inteso ad accertare se le disposizioni cui è stato conferito carattere obbligatorio generale sono state osservate.

Le associazioni contraenti sono autorizzate ad incassare gli importi del 25% sopra indicati e, se necessario, a esigere l'esazione per via giudiziaria; esse procedono all'incasso per conto della commissione paritetica che ha diritto queste somme.

Per i datori di lavoro e per gli operai sottoposti al contratto collettivo di lavoro del 15 febbraio 1948, per il mestiere del tappezziere e del tappezziere-decoratore nel cantone di Basilea-Città, il controllo sarà eseguito dall'Ufficio cantonale di conciliazione.

Il campo d'applicazione sarà circoscritto come segue:

- a) Il conferimento del carattere obbligatorio generale si applica su tutto il territorio della Confederazione svizzera;
- b) esso si applica a tutte le aziende che eseguono lavori di tappezziere e tappezziere-decoratore. Sono eccettuate le aziende che sono soggette al contratto collettivo di lavoro nel mestiere del sellaio e del sellaio-tappezziere in Svizzera, come pure le carrozzerie;
- c) esso si applica a tutti gli operai qualificati, semiqualeificati, e non qualificati, esclusi gli apprendisti;
- d) rimangono riservati gli accordi contrattuali e le disposizioni legali più favorevoli all'operaio;
- e) il conferimento del carattere obbligatorio generale entra in vigore con la pubblicazione del decreto e avrà effetto fino al 31 dicembre 1949.

Le eventuali opposizioni alla presente domanda dovranno essere inoltrate, per iscritto e debitamente motivate, all'Ufficio federale dell'Industria, delle arti e mestieri e del lavoro entro 30 giorni dalla data della presente pubblicazione.

Berna, il 1° dicembre 1948.

Ufficio federale dell'Industria, delle arti e mestieri e del lavoro.

Comina S. A., Genève

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux articles 742 et 745 C.O.

Première publication

La société Comina S.A., ayant son siège à Genève, a été dissoute et est entrée en liquidation suivant décision de l'assemblée générale des actionnaires du 24 novembre 1948.

Les créanciers de cette société sont sommés de produire leurs comptes en mains du liquidateur: Monsieur Robert Hœrni, à Genève, Corratierie 11, jusqu'au 31 janvier 1949 sous peine de conclusion.

La présente sommation est faite en exécution de l'article 742 du Code des obligations. (AA. 332^a)

Le conseil d'administration.

Mitteilungen - Communications - Comunicazioni

Neuordnung

betreffend die Veröffentlichungen über den schweizerischen Aussenhandel

(Mitteilung der Eidgenössischen Oberzolldirektion)

Bei den am schweizerischen Aussenhandel beteiligten Kreisen macht sich das Bedürfnis nach einer noch rascheren Herausgabe der Ergebnisse der schweizerischen Handelsstatistik geltend.

Den zahlreich geäusserten Begehren wird in bezug auf die Jahresstatistik in der Weise entsprochen, dass inskünftig Band I (Ein- und Ausfuhr in Menge und Wert nach den einzelnen Tarifpositionen, mit Mittelwerten) Mitte Februar, Band II (Länderteil) Ende März, und Band III (übrige Verkehrsarten wie direkte und indirekte Durchfuhr, Veredlungs- und Reparaturverkehr, Retourwaren, Zollerträge usw.) im Herbst erscheinen werden.

Der Jahresbericht erfährt insofern eine Anpassung an diese Neuordnung, als der Teil betreffend den Aussenhandel der Schweiz mit den einzelnen Ländern nunmehr als I. Teil im Frühjahr, der II. Teil (Aussenhandel nach Wirtschaftszweigen) im Herbst herauskommen wird.

Diese Neuerungen sowie insbesondere auch die seit der Wiederveröffentlichung unserer handelsstatistischen Publikationen (1. Januar 1945) mit der starken Zunahme des Handelsverkehrs eingetretene bedeutende Erweiterung des Umfangs dieser Veröffentlichungen und die damit verbundenen erhöhten Kosten bedingen auch eine Neufestsetzung der Abgabepreise mit Wirkung ab 1. Januar 1949 wie folgt:

	Inland	Ausland
	Fr.	S./Fr.
1. Monatsstatistik (Ein- und Ausfuhr in Menge und Wert nach den einzelnen Tarifpositionen und Ländern) der ganze Jahrgang, d. h. die 12 Hefte Januar/Dezember das einzelne Heft	12.— 2.—	20.— 2.50
2. Jahresstatistik, komplett (Band I, II und III, einschliesslich Jahresbericht I. und II. Teil) der komplette Jahrgang der einzelne Band:	24.—	27.—
Band I (Ein- und Ausfuhr in Menge und Wert nach den einzelnen Tarifpositionen)	10.—	12.—
Band II (Ein- und Ausfuhr in Menge und Wert mit den einzelnen Ländern)	10.—	12.—
Band III (übrige Verkehrsarten wie direkte und indirekte Durchfuhr, Veredlungs- und Reparaturverkehr, Retourwaren, Zollerträge usw.)	5.—	6.—
3. Jahresbericht allein der Jahrgang, d. h. I. und II. Teil zusammen der einzelne Teil:	3.—	5.—
I. Teil (Aussenhandel mit den einzelnen Ländern)	2.—	3.—
II. Teil (Aussenhandel nach Wirtschaftszweigen)	2.—	3.—

Bestellungen sind ausschliesslich an die Eidgenössische Oberzolldirektion in Bern zu richten, unter genauer Bezeichnung der gewünschten Publikationen sowie Einzinhalt des in Frage stehenden Betrages auf unser Postscheckkonto III 704 Bern.

282. 1. 12. 48.

Nouvelle réglementation

concernant les publications sur le commerce extérieur de la Suisse

(Communiqué de la Direction générale des douanes)

Dans les milieux intéressés au commerce extérieur de la Suisse se fait sentir la nécessité d'accélérer encore la publication des résultats du commerce extérieur de notre pays.

Il est accédé aux nombreuses requêtes en ce sens que, dorénavant, le tome I de la statistique annuelle (importations et exportations en quantité et en valeur selon les différentes positions tarifaires, avec valeurs moyennes) paraîtra à mi-février, le tome II (partie concernant le commerce extérieur avec les différents pays), à fin mars, et le tome III (autres genres de trafic, tels que transit direct et indirect, trafic de perfectionnement et de réparation, marchandises en retour, produit des droits de douane, etc.), en automne.

Le rapport annuel est adapté à cette nouvelle réglementation, c'est-à-dire que la partie relative au commerce extérieur de la Suisse avec les différents pays paraîtra désormais, comme première partie, au printemps, et la deuxième partie (commerce extérieur selon les branches économiques), en automne.

Ces innovations, ainsi que le développement considérable pris par ce service publicitaire par suite de la forte augmentation du trafic commercial depuis que les résultats de la statistique du commerce sont de nouveau publiés (1^{er} janvier 1945) et les frais accrues qui en résultent, nécessitent une nouvelle fixation des prix de vente. Ceux-ci sont fixés, comme il suit, à partir du 1^{er} janvier 1949:

	Suisse	Etranger
	fr.	fr. s.
1 ^o Statistique mensuelle (importations et exportations en quantité et en valeur selon les différentes positions tarifaires et les divers pays). Abonnement annuel, c.-à-d. les douze cahiers de janvier à décembre chaque cahier séparément	12.— 2.—	20.— 2.50
2 ^o Statistique annuelle, complète (tomes I, II et III, y compris le rapport annuel, I ^{er} et II ^e parties) l'édition annuelle complète chaque tome séparément:	24.—	27.—
tome I (importations et exportations en quantité et en valeur selon les différentes positions tarifaires)	10.—	12.—
tome II (importations et exportations en quantité et en valeur avec les divers pays)	10.—	12.—
tome III (autres genres de trafic, tels que transit direct et indirect, trafic de perfectionnement et de réparation, marchandises en retour, produit des droits de douane, etc.)	5.—	6.—
3 ^o Rapport annuel seul l'édition annuelle, c.-à-d. les I ^{er} et II ^e parties ensemble chaque partie séparément:	3.—	5.—
I ^{er} partie (commerce extérieur avec les différents pays)	2.—	3.—
II ^e partie (commerce extérieur selon les branches économiques)	2.—	3.—

Les commandes doivent être adressées exclusivement à la Direction générale des douanes à Bern, en indiquant exactement les publications désirées et en versant le montant en cause à notre compte de chèques postaux No III 704 Bern.

282. 1. 12. 48.

Südafrika — Einfuhrbeschränkungen

Unter Bezugnahme auf die im SHAB. Nr. 265 vom 11. und in Nr. 272 vom 19. November 1948 erschienenen Mitteilungen erfolgt nachstehend die Wiedergabe des nur wesentlich (Präambel, Strafbestimmungen und Formulare) gekürzten Originaltextes sowie der vollständigen Warenlisten der am 5. November 1948 von den südafrikanischen Behörden erlassenen Verfügungen betreffend Devisenkontingentierung und Einfuhrbewilligungspflicht:

GOVERNMENT NOTICES — DEPARTMENT OF FINANCE

No. 2385

5 November 1948

EXCHANGE QUOTA REGULATIONS**General principles governing the provision of exchange**

1. In these regulations, unless the context otherwise indicates —

• authorised dealer • means any of the following banks: —

Barclays Bank (Dominion, Colonial and Overseas);
Netherlands Bank of South Africa;
Standard Bank of South Africa, Limited; and Volkskas, Beperk;

• sterling area • includes the Union of South Africa, the Mandated Territory of South West Africa and such other territories as the Treasury may by notice in the Gazette, declare to be included in the sterling area;

• goods of non-sterling origin • means goods imported from countries outside the sterling area.

2. (a) During the twelve months ending 30th June, 1949, no authorised dealer shall sell to any person desiring to effect payment for goods supplied and services rendered in connection therewith by countries outside the sterling area, exchange for that purpose in excess of a quota representing 50 per cent. of the value for Customs duty purposes of his total importations from non-sterling countries during the calendar year 1947 and determined in accordance with the provisions of regulation 12, or in excess of a quota redetermined in respect of such person in accordance with the provisions of regulation 22 or 24, or in excess of a quota, or additional quota determined in respect of such person in accordance with the provisions of regulation 18 or 19, and otherwise than in accordance with the conditions hereinafter set out.

(b) In computing a person's total importations from non-sterling countries during the calendar year 1947, no account shall be taken of any importations by such person of any machinery, plant or equipment from the said countries during the said period, unless the importation of such goods is the normal business of such person.

3. The exchange required to meet future payments of the kind described in regulation 2 shall be made available in quarterly allocations. No person shall be allowed to use his allocation of exchange in advance of the first day of the quarter for which that allocation is due, but any amount not availed of in one quarter may be added to the allocations available in any subsequent quarterly period.

4. No person shall incur any debt in respect of goods imported or ordered from a country outside the sterling area if such debt would result in the value for customs duty purposes of his imports from countries outside the sterling area during any quarter of the twelve months ending 30th June, 1949, exceeding the amount of his allocation for that quarter.

5. As the first quarter of the current quota year has already expired, an amount equivalent to one half of the total quota for the 12 months ending 30th June, 1949, less exchange already made available since 1st July, 1948, will be available for the six months ending 31st December, 1948, as soon as the quota to which a person is entitled has been established in accordance with the provisions of regulation 12.

6. Should the exchange already purchased by any person since 1st July, 1948, exceed his allocation for the period ending 31st December, 1948, such excess shall be deducted from his subsequent quarterly allocations. In computing the amount of exchange already made available, account shall be taken of unexpired balances of letters of credit, outstanding balances of forward exchange, contracts not under credits, and any similar existing commitments.

Determination of quotas

7. Every person who has entered or is desirous of entering into commitments for the purchase of goods or services rendered or to be rendered in connection therewith from countries outside the sterling area may apply for an exchange quota to any authorised dealer and shall submit with his application a sworn declaration in duplicate, on Form F. 190 of the value for Customs duty purposes of goods of non-sterling origin imported and received by him direct or through shippers or agents during the calendar year 1947. This declaration shall be supported by Bills of Entry import or, in respect of goods imported by parcel post, by invoices stamped by the Post Office showing amounts equivalent to the total declared. Where Bills of Entry are not available, an auditor's certificate, to the effect that he is satisfied, from an examination of the relevant books and documents, that the declaration correctly reflects the value of goods of non-sterling origin imported by the declarant during 1947, may be accepted as evidence in lieu thereof if such certificate is accompanied by invoices date-stamped by the Department of Customs and Excise. The declaration so supported and accepted shall serve as the basis for establishing the person's exchange quota for the year ending 30th June, 1949.

8. Every person who applies for a quota in his favour, shall similarly submit to the same authorised dealer, a sworn declaration, in duplicate, on Form F. 191 of the value for Customs duty purposes of all goods of non-sterling origin imported and received by him direct, or through shippers or agents in the period 1st July, 1948, to 20th November, 1948. The figures given in the declaration will be subject to verification in due course.

9. Any person may obtain the forms referred to in regulations 7 and 8, specimen copies of which are appended, from any authorised dealer, after 20th November, 1948.

10. After the date of publication of this notice, but prior to the allocation to any person of an exchange quota in accordance with the provisions of regulation 12, authorised dealers may continue to provide exchange to bona fide importers for payments which fall due before the date on which quotas are allocated, such exchange being noted by the authorised dealer and marked off against the applicant's quota when it is granted. Authorised dealers, however, shall not establish any fresh letters of credit or forward exchange contracts until exchange quotas have been determined for any person in accordance with the provisions of regulation 12, provided that letters of credit may be established up to 30th November, 1948, for the importation of machinery, equipment and raw materials required in the normal course of their business by mining and industrial undertakings, pending the issue of exchange quotas to the undertakings concerned.

11. After 30th November, 1948, no further exchange will be provided to or on behalf of any person who has not applied for and been allocated an exchange quota in accordance with the provisions of regulations 7, 8 and 12.

12. On receipt of Forms F. 190 and F. 191 from any person, the authorised dealer shall (a) allot to that person an exchange quota in terms of these regulations, (b) mark off against the quota allocation for the six months ending 31st December, 1948, the amount paid for goods of non-sterling origin by that person from 1st July, 1948, to the date on which the exchange quota is allotted, and (c) earmark against such allocation any amounts for which that person is committed or may be called upon to provide non-sterling exchange during the remainder of the current period of six months ending on 31st December, 1948.

13. The balance of the exchange allocation for the current period of six months ending on 31st December, 1948, and the free amount of future exchange allocations as they accrue will be available to meet payments for direct importations by the person concerned, or he may request the authorised dealer holding the exchange quota record to transfer such allocations, in whole or in part, to shippers, agents or overseas bankers to meet negotiations of bills. By arrangement with the authorised dealer holding the exchange quota record, allocations may be transferred, e.g. from one shipper to another or from a shipper to a banker or agent or vice versa, or to provide for direct importations. No person in whose favour a quota has been determined shall divest himself of that quota or any part thereof in favour of any other person.

14. Quotas shall be allotted only to persons for whose account goods are imported and not to shippers or agents who import for account of others. Shippers or agents may obtain exchange from the portions of quotas of persons which are transferred to them by authorised dealers acting on behalf of the persons concerned.

**Afrique du Sud
Restrictions à l'importation**

En complément des avis parus à la FOSC. N° 265 du 11 novembre et N° 272 du 19 novembre 1948, nous publions ci-après, exception faite du préambule, des dispositions pénales et des formules, le texte des ordonnances rendues le 5 novembre 1948 par le Gouvernement sud-africain sur le contingentement des devises et sur le contrôle des importations, avec les listes complètes des marchandises:

15. In cases where a person deals with more than one authorised dealer, he shall submit his Forms F. 190 and F. 191 to only one authorised dealer and arrange with such authorised dealer when the exchange quota is allotted, to transfer specified amounts therefrom to the other authorised dealers concerned.

16. Every person to whom an exchange quota has been allotted shall be given an Exchange Quota Number which he must advise to shippers or agents when ordering non-sterling goods through their medium. The shippers or agents must be requested to endorse this Exchange Quota Number prominently on the relative bills and invoices at the time of drawing in connection with payment for goods of non-sterling origin.

Outstanding commitments

17. An authorised dealer shall not provide exchange for orders placed in excess of any person's quota even though such orders have been placed before the date of publication of this notice. Authorised dealers shall cancel all revolving credits and credits which provide for the negotiation of drafts up to a specific amount current at any one time unless the authorised dealer is legally bound to give notice of cancellation, in which case such notice shall be given immediately.

Persons would therefore, be well-advised to cancel orders placed in non-sterling countries unless they have satisfied themselves by reference to their Bills of Entry Import that the value for Customs duty purposes of the goods imported by them since the 1st July, 1948, to date, plus the amount of orders placed will not exceed 25% of the dutiable value of their total imports from non-sterling countries during 1947.

Exceptional and additional allocations

18. Any person who commenced business as an importer subsequent to 1st January, 1947, and who is, therefore, not in a position to furnish the information referred to in regulations 7 and 8, may submit a special application for a quota to the Secretary for Commerce and Industries, Central Street, Pretoria, direct and not through the medium of the banks, with such data as he may be able to supply in support of his application. After investigation the Secretary for Commerce and Industries may decide upon an amount which the authorised dealer concerned shall accept as the applicant's quota for the year ending 30th June, 1949.

19. Any manufacturer or importer of capital goods who is not entitled to an exchange quota on the strength of past importations, or who requires additional exchange for the importation of essential capital goods and equipment or raw materials from countries outside the sterling area, may apply in writing for an allocation or an additional allocation to the Secretary for Commerce and Industries stating his Exchange Quota Number, if any, and submit with his application a sworn declaration in such form as the Secretary for Commerce and Industries may prescribe, giving the fullest possible information regarding past imports and the purposes for which the exchange applied for is required. Until such time as the form referred to in the last preceding sentence is available, details of the information which an applicant will be required to submit will be published in Commerce and Industry, the official journal of the Department of Commerce and Industries. After investigation the Secretary for Commerce and Industries may decide upon an amount which the authorised dealer concerned shall accept as the applicant's quota or additional quota for the year ending 30th June, 1949, and shall specify the purposes for which and the periods in respect of which such quota or additional quota is allotted. No authorised dealer shall, however, provide exchange to any manufacturer or importer of capital goods under a quota or additional quota allotted in terms of this regulation unless the authorised dealer concerned has satisfied himself, by the establishment of a letter of credit or otherwise, that such quota will not be used for a purpose other than that for which it was allotted.

20. The provisions of regulations 9 to 17, inclusive, and of regulations 21 to 26 inclusive shall apply mutatis mutandis to any person who may be allotted a quota in terms of regulation 18 or 19 above.

Further requirements and penalties

21. In order to ensure that no person to whom a quota has been allotted utilises such quota in such manner as to divert his purchases from the importation of more essential to less essential goods, any such person may be required to submit to the Secretary for Commerce and Industries a sworn statement, in such form as he may prescribe, showing the division into categories of his imports during the calendar year 1947, and in any quarterly or six-monthly period thereafter.

22. If it appears to the Secretary for Commerce and Industries that any person submitting a statement in terms of regulation 21 is utilising his quota or the greater part thereof for the importation into the Union of non-essential goods, the Secretary for Commerce and Industries may request such person to distribute his importations among such different categories and in such proportions as the Secretary for Commerce and Industries may require.

23. If the Treasury is satisfied that any person to whom a quota has been allotted in terms of these regulations has failed to comply with any provision of any of these regulations or has made any incorrect statement in any declaration made or return rendered for the purposes of these regulations, it may cancel the unused balance, if any, of any exchange quota determined in respect of such person and thereupon no authorised dealer shall sell any exchange for the purpose referred to in regulation 2 to such person unless and until the Treasury otherwise directs.

No. 2386

5 November 1948

CONTROL OF IMPORTS (CONSOLIDATION)

(b) As from the date of publication of this notice none of the goods listed in Schedules A and B hereto may be imported into the Union from any source except under the authority of an import permit issued by the Secretary for Commerce and Industries or his nominee, provided that no import permit in terms of this notice shall be required in respect of the classes of goods listed in Schedule C hereto.

(c) The Secretary for Commerce and Industries shall have the right without giving a reason for his action (i) to refuse to issue an import permit to any applicant, (ii) at any time and without notice to revoke any import permit issued, and (iii) to limit the period of validity of any import permit issued.

(d) Import permits must be obtained before the relative goods are ordered or despatched from the country of export.

SCHEDULE A**Director of food supplies and distribution**

Cereals. — Rice, whole or broken and all edible rice products, including starch and flour and all rice products intended for animal feeds; barley, oats and rye and their products.

Note. — Permits issued by the Department of Agriculture are required for the importation of wheat and wheat products, maize and maize products.

Cocoa. — Cocoa beans raw, nips and shells; cocoa butter; unsweetened chocolate; couverture.

Fish. — Salted; cod, haddock, hake, cusk, pollock, saithe and ling.

Meat. — Fresh, frozen, pickled, salted, smoked, canned and dehydrated meat (excluding fesh and frozen poultry, rabbits and venison).

Pulses. — Dry beans, dry peas, dry lentils.

Controller of jute goods

Jute products, whether in the piece or manufactured; bags, woolpacks and pockets, whether new or second-hand made from jute, cotton, linen or any other fibre and suitable as containers for the conveyance of grain or grain products, wool, fruit, vegetables, fertilizers or coal, sewing and binding twine; paper-lined jute or fibre material; excluding —

(a) such other manufactured commodities containing jute as a base or ingredient such as carpets, linoleums, jute webbing, jute gasketing, jute sashcord and jute furnishing fabrics excepting hessian.

(b) goods packed in jute or hessian covers and/or containers in respect of such covers or containers.

Controller of non-ferrous materials

Tin, metallic, in bars, folk, rods, ingots and any other form, but excluding tin alloys and tin concentrates.

Controller of soap and oils

Fats and oils. — Fatty acids, fish oils; oils and fats, animal and vegetable; oil seeds, including groundnuts for edible purposes; soap and substances containing soap.

SCHEDULE B.

Tariff Item No.	Description
ex 1	Animals, living except for breeding purposes.
2 (1)	Baking powder.
2 (2)	Yeast.
3 (1) (a)	Biscuits, cakes, puddings and pastry.
(2)	Dog biscuits.
ex 4	(a) Skins, n.e.e.
4	(c) Hides and skins.
12	Cocoa:
(c)	Mass, paste or slab, unsweetened; Block chocolate, unsweetened, but not including cocoa butter.
(d)	Other unsweetened; cocoa mixed with milk or other food substances, except sugar.
13	Coffee:
(b)	Roasted or ground.
14	Confectionery:
(a)	Slab chocolate (plain, milk, nut or fruit).
(b)	Plain or fancy of all kinds, compounded, made or preserved with sugar; sweetened cocoa or chocolate; sweetmeats; crystallized fruits, candied or preserved ginger (not being for manufacturing purposes) and chow-chow; Christmas stockings; crackers or bon-bons and surprise packets.
15	(c) Maize.
15	(e) Oats:
(i)	rolled, ground, or otherwise prepared, in bulk;
(ii)	rolled, ground or otherwise prepared, not in bulk.
17	Eggs.
ex 18 (1)	Soup, concentrated.
19	Fish:
(c)	Caviare, lax, lobster and anchovies.
(d)	Fish pastes, potted or tinned.
(e)	Other, except sardines.
ex 21	Foods, proprietary or patent but excluding foods specially prepared for infants and diabetics, and also excluding cod liver oil with malt, extract of malt, and other tonic foods, n.e.e.
22	Fruits, excluding dates.
27	Jams, jellies and honey; pudding, cake and jelly powders.
29	Macaroni, spaghetti and vermicelli.
30	Meats, soups (not concentrated) and similar substances used as food, but extracts and essences.
(c)	Other, excluding beef.
33	Nuts, edible.
34	Onions and garlic, not preserved.
35 (1)	Peas, beans and lentils.
(3)	Other leguminous seeds n.e.e.
(c)	Preserved as a vegetable.
36	(a) Pickles, sauces, chutneys and other condiments.
37	Potatoes, not preserved and not being seed potatoes specially provided for.
40 (2)	Bird seed n.e.e.
42	Starch, other than dextrinized starch.
43	(b) Maple syrup and treacle.
46	Vegetables.
47	Vinegar, not being vinegar essence.
48	(a) Ale, beer, cider and perry, all kinds of strength exceeding 3% of proof spirit.
(b)	Stout, exceeding 3% of proof spirit.
49	Beverages.
50	(b) Liqueurs, cordials and mixed potable spirits exceeding 3% proof spirit.
51	Waters: Mineral, aerated and table.
54	Cigarettes.
55	Goorak or gooracco, and hookah mixture and all imitations or substitutes therefor or for tobacco.
56	Snuff.
57	Tobacco, manufactured.
58	Tobacco, unmanufactured.
ex 63	(a) Rubber floor mats, excluding mats for motor vehicles.
ex 99	Electric razors.
110	Furniture, metal.
129	Motor cars, excluding radio apparatus:
(a)	of a f.o.b. value exceeding £ 500 but not exceeding £ 600.
(b)	of a f.o.b. value exceeding £ 600, but not exceeding £ 800.
(c)	of a f.o.b. value exceeding £ 800.
ex	(d) second-hand or used, other than privately owned.
	(ii) Other, of a f.o.b. value not exceeding £ 150.

Tariff Item No.	Description
ex 143	(b) Electric percolators, toasters and waffle irons.
154 ex (2)	Gram radios of a f.o.b. cost exceeding £ 25.
ex (3)	Radio receiving sets of a f.o.b. cost exceeding £ 15.
ex 172 (1) (b)	Cut glassware, and glassware ornaments.
ex 202 (1)	Cotton seed oil, refined, edible.
ex 202 (1)	Soya bean oil, refined, edible.
206	Soap, soap powders and extracts.
265	Cane, bamboo, rattans and osiers:
(b)	manufactures of, not being furniture.
269	Furniture, wooden, wicker, cane and grass; and spring mattresses.
ex 279	(c) Picture frame mouldings.
ex 284	Magazines and periodical publications of a class or kind embracing detective, sex, western, love and true or confession stories; and publications commonly known as «comics».
296 ex (k)	Printed matter of a class or kind embracing detective, sex, western, love and true or confession stories; and publications commonly known as «comics», but excluding bona fide supplements used with newspapers.
ex 303	Coin-operated grammophones and phonographs.
ex 304	Jewellery, including imitation jewellery and rolled gold, enamel or gilt-jewellery; precious stones and pearls and imitations thereof, cut or polished, and whether mounted or unmounted; completed portions or parts of any article of jewellery, imitation or otherwise.
307 ex (2)	Billiard tables and accessories.
310	(d) Fireworks of all descriptions.
322	Matches.
324 ex (b)	Opera glasses.
ex 335	Flowers, fresh and dried; Bronzes and statuettes; silverware, excluding plate and plated-ware; soda fountains and bar beer pumps; machines, coin operated; walking sticks.

SCHEDULE C.

Classes of goods exempted from import control notwithstanding their inclusion in schedules A and B

- Goods in transit through the Union.
- Goods despatched to the Union prior to the date of this notice.
- Goods being the household or personal effects imported by any person who arrives or has arrived in the Union for a temporary period or to settle therein if the said person has used the said goods prior to their importation.
- Goods being a bona fide gift not exceeding 11 lb. in weight or £ 5 in value.
- Samples of no commercial value.
- Goods imported from Basutoland, Swaziland, and Bechuanaland Protectorate, not being goods imported into the said territories from countries outside the Union.
- Goods imported for repair in the Union and return.

Explanatory notes

- The effect of this notice is to amend and consolidate the previous lists of articles requiring import permits under the National Emergency Regulations. Goods not shown in Schedules A and B and those specifically excluded under the headings Controller of Jute Goods and Controller of Non-Ferrous Materials in Schedule A may be imported without permit.
- Permits are now required for the importation of the goods listed in Schedules A and B irrespective of the country of origin or export.
- It should be noted that it is required by the Customs Department that importers who claim admission of permit-free goods must make and subscribe to the following certificates on the Customs Bill of Entry: «I certify that the goods marked X are not subject to import permit (signature)».

Important notes

- Applications for permits for the importation of goods listed in Schedule B will only be considered in very exceptional circumstances.
- Certificates of Essentiality for the importation of the following quota goods allocated to the Union by the United Kingdom are still required and applications therefor should be submitted as heretofore: —
 - Leather.
 - Terneplate and tinplate.

Redaktion: Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements, Bern
Administration des Bâties: Effingerstr. 3, Bern — Druck: Fritz Porchon-Jenl AG., Bern



Einziger fahrplanmäßiger Expressgüterverkehr auf dem Rhein zwischen
Rotterdam und Basel Winterfahrplan { Abfahrt ab Rotterdam jeden Dienstag und Freitag
Abfahrt ab Basel jeden Mittwoch und Samstag
Reisedauer ab Rotterdam 6 Tage, ab Basel 3½ Tage
SPEDITIONS-AG., BASEL 13 - Telefon (061) 279 53

Geschäftsmann!

Jetzt ausspannen im sonnigen
SIDERS (Wallis, 540 m)
Da bist Du in guten Hotels mit Jahresbe-
trieb bestens willkommen u. findest Ruhe,
Erholung und angenehme Unterhaltung.
Prospekte durch Verkehrsbüro.

HEFTAPPARAT



BATES

erzeugt seine eigenen Klammern

5000 Heftungen

ohne Nachfüllen

Solide, saubere Heftung von
Schriftstücken, Packungen usw.
Einfaches Nachfüllen.

Fr. 36.— inkl. 5000 Heftungen
+ Wust.

In guten Bürobedarfs- und Papeterie-Geschäften
Generalvertrieb: Markwälder & Co. St. Gallen

Schnell ...
sicher ...
einfach ...

das sind die hervor-
stechendsten Merkmale der
neuen Betriebskontrolle mit
Sched-U-Graph. Verlangen
Sie nähere Auskunft.

Kardex & Powers AG.
Zürich Bleicherweg 1
Telephon (061) 25 66 72



Zu verkaufen

zirka 5 bis 10 t
Trikesylphosphat

ab Schweizer Lager per Kilo Fr. 4.80
inkl. Drums
Offerten unter Chiffre A 18414 Z an
Publicitas Zürich.

Ich suche interessante

Neuheiten

zum Vertrieb, eventuell auch zügige Schla-
gerartikel für Postversandgeschäft. Kapital
vorhanden. — Offerten an «Neuheitenver-
triebs», Postfach 104, Zofingen.

Jeune employé de bureau

de langue française, porteur de la
maturité commerciale et ayant 2 ans
de pratique, cherche emploi en Suisse
allemande. — Faire offre sous chiffre
P 6376 J à Publicitas St-Imier. 128

28 jähriger Basler, sprachkundig und
arbeitsüchtig, sucht Stelle als

Rilfsbuchhalter

und Korrespondent in Handelsfirma
in Basel. Eintritt sofort oder nach
Übereinkunft. Offerten unter Chiffre
Hab 973-1 an Publicitas Bern.

NEU!
Jetzt 10 Jahre Garantie

für die
BOSTITCH · B8
Heftmaschine

nur Fr. 13.30
mit 1000 SB-8 Klammern

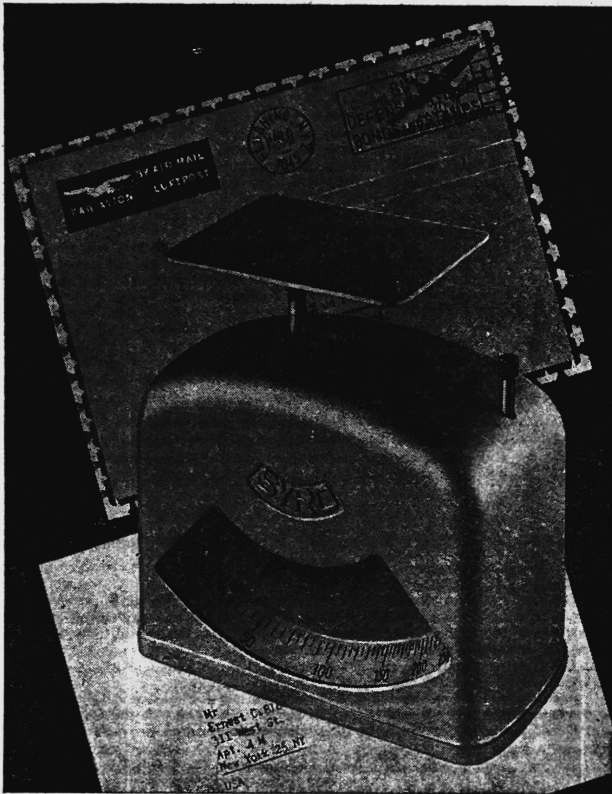
Erhältlich in guten Papeterien
mit Garantieschein

Zu verkaufen
Infolge Liquidation des Bahnbetriebes

1 2-achsige Lokomotive
1 2-achsiger Dampftriebwagen

Rationell im Betrieb, einmännige Be-
dienung. Geeignet für Strecken- oder
leichteren Rangierdienst. Ferner sind
noch einige Rollwagen verfügbar,
alles normalspurig. Auskunft erteilt

Uerikon-Bauma-Bahn in Liq.,
Hinwil, Tel. (051) 93 12 29



Die präzise Briefwaage für Luftpost, in jedem Büro unentbehrlich! Fr. 28.65 + Wust
Verlangen Sie unseren Gesamt-Katalog! Postversand - Telefon 24 46 03
Ein praktisches Weihnachts-Geschenk!

Waser

Limmatquai 122 Zürich

Fael S.A., St-Blaise

Fabrique d'appareils électriques

Messieurs les actionnaires de la société sont convoqués pour le samedi 11 décembre 1948, à 11 heures, à la salle du Conseil, rue du Musée 2, Neuchâtel, en

assemblée générale extraordinaire

avec l'ordre du jour suivant:

augmentation du capital.

Pour assister à l'assemblée, les actionnaires devront déposer leurs actions ou certificats de dépôt jusqu'au 9 décembre 1948 au siège social de la société. Le conseil d'administration.

ASTRA- Buchungsmaschinen

vollautomatisch
mit 1 bis 18 Zählwerken

für

Betriebsabrechnung
Lohnabrechnung
Finanzbuchhaltung
Steuerwesen
Gas- und EW-Abrechnung
usw.



sind wieder ab Lager lieferbar
durch die Generalvertretung

KARL ENDRICH AG., ZÜRICH

Büro-Organisation und -Maschinen

Bahnhofstrasse 48 - Telefon 23 16 33

BASEL

Viaduktstrasse 60

BERN

Spitalgasse 34

LAUSANNE

2, Grand-Chêne

GENÈVE

P. Chabloy, bvd. G. Favon

SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE

SCHWEIZERISCHER BANKVEREIN

Basel, Zürich, Genf

St. Gallen, Lausanne, La Chaux-de-Fonds, Neuchâtel, Schaffhausen,
Biel, Chiasso, Herisau, Le Locle, Nyon, Zofingen,
Aigle, Bischofszell, Morges, Rorschach,
London, New York

Aktienkapital und Reserven Fr. 197 000 000



Bis auf weiteres geben wir ab
zu pari

Kassen-Obligationen

unseres Institutes zu

2½ % auf 2 Jahre fest

3 % auf 3 bis 5 Jahre fest

3½ % auf 6 Jahre fest

SWISS BANK CORPORATION

Montreux ^{Hôtel} EDEN
101 A - Des Bains - E. Charlard

GENÈVE

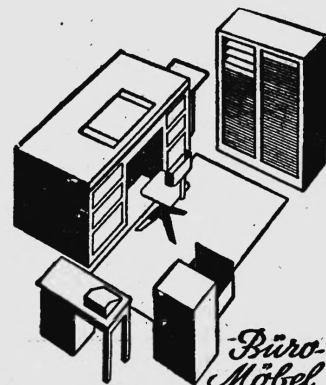
Reise-Vertreter (Zürcher)
nachweisb. tüchtige
Verkaufskraft mit
sch. Geschäftsbüro,
Stadtzentrum, off.,
initiative Mitarbeit:
Lebensmittel oder
Textil. Firmen, die
zuverlässigen Ver-
treter wünschen,
bitte unter Chiffre
Hab 974-1 an die
Publicitas Bern
schreiben.



Sack
jeder Art
und Größe



AB Zihler
SACKFABRIK
BERN



Flachpulte

Standard-Ausführung auch mit Hängeregistratur-
schubladen

Schreibtische

schöne, praktische Ausführung für Privat- und Direk-
tionszimmer, in verschiedenen Holzarten

Vertikal- und Aktenschränke

Schreibmaschinentische

Stühle und Fauteuils

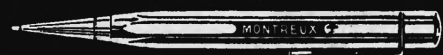
sofort ab Lager lieferbar

Huppertsberg & Co.

Sihlstrasse 61, beim Hallenbad, Zürich
Tel. (051) 25 67 18

MORON

SCHWEIZER DREHSTIFTE
mit Firma- oder Reklamedruck



Nachweis durch die Generalvertretung:
O. Rabus, Bern, Speichergasse 35

A louer à Genève

beaux locaux commerciaux

10 pièces. 2^e étage, proximité Immeuble,
Gare Cornavin et poste Mt-Blanc. Loyer
7000 fr. s'adr. sous chiffre S 18429 X à
Publicitas Genève. X 415

Birsfelden, den 1. Dezember 1948

DANKSAGUNG

Ueberaus zahlreich sind uns beim Hinschied unseres unvergesslichen Vizedirektors

Herrn Willy Tobler

Bezeugungen der Mittrauer und Anteilnahme zugegangen. Sie sind uns ein Beweis der Wertschätzung und Achtung, die der liebe Verstorbene in weiten Kreisen genossen hat.

Wir danken von Herzen für alle Anteilnahme.

E.M.B. Elektromotorenbau AG.
Birsfelden

Verwaltungsrat und Direktion

PARS FINANZ AG., HERGISWIL (Nidw.)

Einladung zur ordentlichen u. anschliessenden ausserordentlichen Generalversammlung der Aktionäre unserer Gesellschaft

auf Samstag, den 11. Dezember 1948, 16 Uhr, ins Hotel «Friedheim» in Hergiswil (Nidwalden)

Traktanden der ordentlichen Generalversammlung:

Die üblichen gemäß Ziff. 17 u. ff. der Statuten. Revisionsbericht. Diverses.

Traktanden der ausserordentlichen Generalversammlung:

1. Beschlussfassung über die Erhöhung des Gesellschaftskapitals um Fr. 1 000 000.
2. Sinngemässe Statutenänderung.
3. Feststellung der erfolgten vollständigen Zeichnung und Liberierung der neuen Aktien.

Eintrittskarten können ab heute bis 8. Dezember 1948 gegen Ausweis des Aktienbesitzes, der durch Uebergabe eines unterzeichneten Nummernverzeichnisses geleistet werden kann, im Geschäftsdomicil in Hergiswil (Nidwalden) bezogen werden.

Die Jahresrechnung und die Berichte sowie die Anträge für die ausserordentliche Generalversammlung liegen ab 1. Dezember 1948 ebenfalls im Geschäftsdomicil zur Einsicht der Aktionäre auf.

Lz 210

Hergiswil (Nidwalden), den 26. November 1948.

Der Verwaltungsrat.

M. Schaerer AG., Bern

Ordentliche Generalversammlung der Aktionäre

Donnerstag, den 16. Dezember 1948, 11 Uhr, im Hotel «Schweizerhof» in Bern

Traktanden:

1. Protokoll der Generalversammlung vom 19. Dezember 1947.
2. Jahresbericht.
3. Vorlage der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung; Bericht der Kontrollstelle; Decharge-Erteilung an Verwaltung und Direktion.
4. Beschlussfassung über die Verwendung des Reingewinns.
5. Wahlen in den Verwaltungsrat.
6. Wahl der Kontrollstelle.
7. Verschiedenes.

Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung und Bericht der Kontrollstelle liegen vom 1. Dezember 1948 ab im Bureau der Gesellschaft, in der Fabrik in Wabern, zur Einsicht der Herren Aktionäre auf, woselbst auch die Stimmkarten bis spätestens am 15. Dezember 1948 gegen genügenden Ausweis über Aktienbesitz ausgegeben werden.

970

Bern, den 30. November 1948.

Der Verwaltungsrat.

Société Immobilière Rue des Cordiers A, à Genève

Les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale ordinaire

pour jeudi 16 décembre 1948, à 10 heures, chez MM. Martinet & Cie, rue d'Italie 1, à Genève, où les rapports et le bilan sont à disposition.

X 417

Ordre du jour: Opérations statutaires.

Le conseil d'administration.

Société Immobilière Rue des Cordiers B, à Genève

Les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale ordinaire

pour jeudi 16 décembre 1948, à 10 heures 30, chez MM. Martinet & Cie, rue d'Italie 1, à Genève, où les rapports et le bilan sont à disposition.

X 416

Ordre du jour: Opérations statutaires.

Le conseil d'administration.

Anzeige an die Aktionäre der
COMPANIA HISPANO-AMERICANA DE ELECTRICIDAD S.A.

Die Société d'Electricité (SODEC), Société Anonyme, mit Sitz in Luxemburg, 6bis, avenue Monterey, beehrt sich, die Aktionäre der Compania Hispano-Americana de Electricidad S.A. darauf hinzuweisen, dass am 20. Dezember 1938 sämtliche Vermögenswerte der CHADE ohne Ausnahme und ohne Vorbehalt auf die SODEC übergegangen sind und dass sie der CHADE als Gegenleistung für die übernommenen Werte 2 600 000 eigene Aktien übergeben hat.

Die Société d'Electricité (SODEC), die im Jahre 1940 aufgelöst worden war, ist gemäss notarieller Urkunde vom 19. August 1947 in Luxemburg wieder errichtet worden (Recueil Spécial du Mémorial Nr. 62 vom 21. August 1947).

Am 12. Januar 1948 hat der Verwaltungsrat der SODEC festgestellt, dass das spanische Gesetzes-Dekret vom 17. Juli 1947 über die teilweise Ordnung der Tätigkeit spanischer Gesellschaften die CHADE daran hindert, über ihre sämtlichen Vermögenswerte frei zu verfügen, so dass infolge dieses Ereignisses die Aktionäre der CHADE vom Tage der Konstituierung der Société d'Electricité (SODEC) an Eigentümer der Aktien SODEC geworden sind (Recueil Spécial du Mémorial Nr. 3 vom 21. Januar 1948).

Die Aktionäre der CHADE können die Auslieferung der so auf sie übergegangenen Aktien ab 1. Dezember 1948 verlangen, indem sie ihre CHADE-Aktien mit Coupons Nr. 46 u. ff. hinterlegen. Es werden ausgegeben:

1 Titel über 5 Aktien SODEC:

Für eine Aktie CHADE der Serien A, B oder C, oder
für je fünf Aktien CHADE der Serie D, oder
für je fünf Aktien CHADE der Serie E.

1 Einzelaktie SODEC:

Für eine Aktie CHADE der Serien D oder E.

Die Inhaber der CHADE-Aktien haben sich an die Vorschriften zu halten, welche vom Institut Belgo-Luxembourgeois du Change sowie von den Behörden des Landes erlassen wurden, in dem die Titel liegen oder in dem der Eigentümer seinen Wohnsitz hat.

Die bei der SODEC hinterlegten CHADE-Aktien können vor der vollständigen Verteilung der Aktien SODEC nicht zurückgegeben werden. Die SODEC-Aktien werden mit einem auf den Inhaber der CHADE-Aktien lautenden Depotschein versehen sein.

Die nachverzeichneten Institute sind beauftragt, CHADE-Aktien für die SODEC entgegenzunehmen und die Gesuche um Aushändigung der entsprechenden SODEC-Aktien im Namen und für Rechnung der Beteiligten weiter zu leiten:

In der Schweiz: bei der Schweizerischen Kreditanstalt, Zürich;

in Luxemburg: Banque Internationale à Luxembourg;

Banque Générale du Luxembourg;

Banque Commerciale;

in Belgien: Banque de Bruxelles;

Banque de la Société Générale de Belgique;

Banque de Reports et de Dépôts und ihren Niederlassungen;

in Frankreich: Comptoir National d'Escompte de Paris;

in Holland: Nederlandschen Handel-Maatschappij, Amsterdam;

in England: Midland Bank Ltd.;

B Barclay's Bank Ltd.;

J. Henry Schröder & Co. Ltd.;

in den Vereinigten Staaten:

Guaranty Trust Co. of New York;

in Argentinien: Banco de la Nación Argentina, Buenos Aires;

Banco de la Provincia de Buenos Aires.

Die Depotstellen in Spanien werden bezeichnet, sobald die erforderlichen Bewilligungen erteilt worden sind.

Für alle weiteren Ankünfte belieben sich die Aktionäre an die vorerwähnten Institute zu wenden.

Die Einführung der SODEC-Aktien an den Börsen von Luxemburg, Zürich, Brüssel und Antwerpen ist beantragt worden.

Z 861

Luxemburg, den 24. November 1948.

Société d'Electricité (SODEC).

Basler Kunsteisbahn

Einladung zur 15. ordentlichen Generalversammlung

auf Dienstag, den 14. Dezember 1948, 17 Uhr, im Stadtkasino Basel

TRAKTANDEN:

1. Bericht des Verwaltungsrates über das abgelaufene Geschäftsjahr 1947/48.
2. Entgegennahme und Genehmigung der Jahresrechnung für das abgelaufene Geschäftsjahr.
3. Decharge-Erteilung an den Verwaltungsrat und die Revisoren.
4. Wahl des Verwaltungsrates.
5. Wahl der Rechnungsrevisoren.
6. Diverses.

Q 480

Bilanz und Bericht der Rechnungsrevisoren liegen im Bureau der Gesellschaft, im Margarethenpark, zur Einsichtnahme durch die Aktionäre vom 2. bis 13. Dezember 1948 auf.

Der gedruckte Jahresbericht pro 1947/48 mit Bilanz und Bericht der Rechnungsrevisoren liegt ab 2. Dezember 1948 zur unentgeltlichen Abgabe an die Aktionäre im Bureau der Gesellschaft im Margarethenpark und beim Bankhaus Lüscher & Co., Basel, auf.

Eintrittskarten zur Generalversammlung können gegen Hinterlage der Aktien oder Depotscheine beim Bankhaus Lüscher & Co., Basel, vom 2. bis 13. Dezember 1948, 12 Uhr, bezogen werden.

Basel, den 1. Dezember 1948.

Der Verwaltungsrat.

A découper ici!

AVIS UNIQUE

Prrière de découper cette souche en entier et de l'envoyer sans retard à la Feuille officielle suisse du commerce, Efigerstraße 3, Bern. Des commandes anticipées pour des répertoires de futurs semestres ne peuvent être notées déjà maintenant. Pour des raisons techniques il est indispensable que nous recevions une nouvelle commande (à la suite de notre avis y relatif) chaque fois qu'un répertoire semestriel va paraître.

Bon de commande pour le répertoire
du second semestre de 1948

En qualité d'abonné, veuillez nous faire parvenir gratuitement un exemplaire du répertoire de la Feuille officielle suisse du commerce concernant le second semestre de 1948.

Adresse postale exacte de l'abonné:

N.B. L'expédition aura lieu au printemps; elle sera avisée dans la FOSC. Les commandes qui nous parviendraient postérieurement seront encore exécutées jusqu'à épuisement du stock, mais seulement contre paiement de 1 fr. 10 par répertoire.

Natural
A.G.
INTERNATIONALE TRANSPORTE
empfiehlt
enge Zusammenarbeit mit unserer
Niederlassung in
ARGENTINIEN
Natural S.A., Buenos Aires

Saubere Briefe
mit gestochen scharfer Schrift,
von jeder das Merkmal der strah-
pazierfähigen Schreibmaschine
CONTINENTAL
Verlangen Sie bitte Probestellung
oder Prospekt Nr. 5/831

J. F. Pfeiffer A.G. Zürich
LOWENSTRASSE 61 TEL. (051) 20 16 80
Filialen in BASEL BERN CHUR LUZERN

Ein beliebtes Werbegeschenk

Ist die Register-Agenda. Es sind noch einige hundert Stück der Auflage 1949 disponibel: Hachen & Co., Bücherfabrik, St. Gallen, Teufenerstrasse 3.



Fern-Buchhaltungskurse

Auch Sie lernen in kurzer Zeit gründlich und individuell Buchhaltung (inkl. Abschluss) durch unsere neuzeitlichen Fernkurse. (Vorbereitungskurse für Meisterprüfungen usw.). Verlangen Sie kostenlos unser Kursprogramm Nr. 1/1948 durch Gewerbe-Treuhand- und Revisionsgesellschaft, Nordstrasse 1, Zürich 6. Telefon (051) 28 61 55.

Kunden werben!

Beliebte Werbegeschenke sind unsere seit 20 Jahren immer wieder verlangten

Füllbleistifte

mit Werbetext. Grosse Auswahl in individueller Ausführung.

Füllstiftfabrik vorm. H. Wetty-Pohl
Zürich 27, Postfach 158 Z 846

Patente

Verkauf und Verwertung in
der Schweiz und im Ausland, patent-
rechtliche und geschäftliche Beratung,
Feststellung der Fristen,
Fristen, Teilzahlungen, Anwesenheit
des Patentinhabers.
Verlangen Sie Prospekt

Zu verkaufen,
guterhaltene

Rollpult

Telephon Basel
(061) 2 28 28



in aparter reicher Auswahl

SANDOLT-ARBENZ

ZÜRICH, BAHNHOFSTR. 65
TELEFON (051) 23 97 57

A vendre un

dictaphone

en parfait état avec raboteuse.
Offres sous chiffre P 7116 N à
Publicitas Neuchâtel. N 93

Ordnung im
Betrieb durch
Werkzeugschränke
und Werkbänke
von der
UNION-KASSENFABRIK AG.
Zürich, Telefon (051) 25 17 58
Verlangen Sie Prospekt Nr. 305

Warenemsatzsteder (14. Auflage); Broschüre von 59 Seiten zum Preise von Fr. 1.—, Einzahlungen auf Postscheckrechnung, III, 5600, Administration des Schweizerischen Handelsamtsblattes, Bern.

PLEXIGLAS

Färben von Plexiglas. Fertige Plexiglas-Gegenstände können im Tauchverfahren haltbar gefärbt werden. Offerten für Färben u. Gebrauchsanweisung auf Anfrage.

Generalvertr. Schweiz der Fa. Röhm & Haas, Philadelphia
UNION HANDELS-GESELLSCHAFT A.G. BASEL
Alleinverkauf, Auskunft u. Beratung durch
CARL BRANDENBERGER
Zürich 23, Ramistr. 37 Tel. 051 32 77 67

Bestausgewiesener dipl. Architekt ETH, mit grosser Erfahrung im modernen Fabrik-, Büro- und Wohnbau, sucht mit

fortschrittlichen Firmen,
die ihren Betrieb leistungsfähiger gestalten wollen
in Verbindung zu treten.

Spezielle Arbeitsgebiete: Generelle Gesamtprojekte für etappenweise ausführbare Betriebserweiterungen, Bearbeitung zweckmässiger, wirtschaftlicher und schöner Neu- und Umbauten, bauliche Umstellungen für Betriebsreorganisationen, Gestaltung moderner Büros und Verkaufslöcher, Ausstellungsräume, Messestände, wirtschaftliche Siedlungsbauwerke, gepflegter Wohnbau.

Kostenberechnungen; Bauausführung in der ganzen Schweiz mit ortsansässigen Firmen.

Erste Referenzen. Besuch zwecks unverbindlicher Besprechung erfolgt jederzeit gerne. — Gefl. Zuschriften sind erbeten unter Chiffre V 644 Q an Publicitas Basel.

**Représentation suisse
et exportation**

à céder pour
machines pharmaceutiques
et pour
l'industrie chimique

sans concurrence

Demander renseignements et conditions sous chiffre P 19983 à Publicitas Genève. F 95

Zu kaufen gesucht

Kassenschränk

Innenmasse zirka 140 x 50 x 50 cm, nur moderne Konstruktion, in gutem Zustand. Detaillierte Preisofferten erbeten unter Chiffre J 14988 Y an Publicitas Bern.

EXPORTATION

Cherchez-vous une
compensation?

Nous possédons stocks de: machines portatives à travailler le bois avec moteur él. 220/380 V-triphasé. Machines spéciales pour l'industrie pharmaceutique et chimique. Perceuses à colonnes modernes 16 mm.

Renseignements et conditions sous chiffre P 19984 à Publicitas Berne.

Insérer Sie im SHAB.

RUF ORGANISATION

Zwei Fliegen auf einen Schlag:

Die Ruf-Portable erlaubt maximale Ausnutzung: sie bucht und korrespondiert.
Besonders für kleinere und mittlere Buchhaltungen ist sie das ideale Arbeitsgerät: sie weist die Sondereinrichtungen einer Buchhaltungsmaschine auf.
Und: Sie ist kurzfristig lieferbar.
Verlangen Sie bitte unsern Spezialprospekt.

Ruf-Buchhaltung
Aktiengesellschaft, Zürich
Löwenstrasse 19, Tel. (051) 25 76 80

Société de l'Hôtel du Parc, Glion (anciennement Gaiser)

Emprunt hypothécaire 1^{er} rang

du capital primitif de 350 000 fr. réduit à 204 600 fr. dn 20 septembre 1905

Messieurs les délégués sont convoqués en

assemblée d'orientation

pour le lundi 6 décembre 1948, à 15 heures, à l'Hôtel Terminus, à Montreux, salle du club Alpin

Ordre du jour: Exposé sur la situation actuelle de la société débitrice.

Les cartes d'admission pour cette assemblée seront délivrées par la Caisse d'épargne et de crédit, à Lausanne et à Vevey, jusqu'au 4 décembre 1948, à midi, contre présentation des titres.

Lausanne, le 24 novembre 1948.

La gérante de la grosse:
Caisse d'épargne et de crédit.

Hier abtrennen!

Einmalige Ausschreibung

Gefl. den ganzen Bestellschein ausschneiden und sofort an das Schweizerische Handelsamtsblatt, Effingerstrasse 4, Bern, einsenden. Vorausbestellungen für später erscheinende Verzeichnisse können nicht jetzt schon entgegengenommen werden. Ans technischen Gründen benötigen wir für jedes neue Halbjahresverzeichnis auch eine neue Bestellangabe.

Bestellschein für das Inhaltsverzeichnis
II. Halbjahr 1948

Senden Sie uns auf Grund unseres Abonnements und unentgeltlich ein Inhaltsverzeichnis zum Schweizerischen Handelsamtsblatt für das II. Halbjahr 1948.

Genaue Firmenbezeichnung:
Ort und Postadresse:

NB. Der Versand erfolgt voraussichtlich im Frühling 1949; er wird im SHAB. bekanntgegeben. Bestellungen nach dem Versanddatum können nur berücksichtigt werden solange der Vorrat reicht; die nachträgliche Abgabe erfolgt aber nur noch gegen Berechnung von Fr. 1.10 für jedes Verzeichnis.